

DIALOGUE GLOBAL

2.3

Le « spectacle » de Tahrir

Samia Mehrez

Forum de l'ISA à Buenos Aires

Alberto Bialakowsky et
Alicia Palermo

Migrants polonais

Ewa Palenga-Möllenbeck

Le débat continue

Jeffrey C. Alexander
Paulo Henrique Martins

- > L'état déplorable de la sociologie postsoviétique
- > La sociologie maorie en Nouvelle-Zélande
- > Pauvreté en Arménie postsoviétique
- > L'histoire de *Current Sociology*
- > Notre équipe au Japon
- > La salle de classe de l'ère globale
- > Partialité des règles électorales de l'ISA
- > Hommage à John Rex et Kurt Jonassohn
- > Sociologies du monde : Colombie, pays turcophones, Inde, BRIC

NEWSLETTER



VOLUME 2 / NUMÉRO 3 / FÉVRIER 2012

DGN

Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

Justice sociale et démocratisation

Buenos Aires est un lieu particulièrement indiqué pour le prochain Forum de l'ISA qui se tiendra sur le thème de « Justice sociale et démocratisation ». Comme l'écrivent dans ce numéro de *Dialogue Global* Alberto Bialakowsky et Alicia Palermo (respectivement Président et co-Présidente du Comité Local d'Organisation du Forum) ainsi qu'Henrique Martins (Président de l'ALAS, Association Latino-Américaine de Sociologie), non seulement l'Amérique latine a entretenu des mouvements progressistes en faveur de la justice sociale et de la démocratie, mais les sociologues latino-américains ont joué un rôle héroïque au sein de ces mouvements. Ce faisant, ils ont généré une sociologie régionale dynamique et spécifique qui sera mise à l'honneur lors du Forum.

Le thème « Justice sociale et démocratisation » est adapté non seulement au lieu mais aussi au moment historique. Samia Mehrez ouvre ce numéro de *Dialogue Global* par une réflexion sur le premier anniversaire de la « Révolution de janvier » en Égypte – en insistant sur ses multiples répercussions en Égypte et à l'étranger. La Place Tahrir du Caire a en effet inspiré tout au long de l'année 2011 une vague mondiale de mouvements sociaux en faveur de la justice sociale et de la démocratie. En apparence surgis de nulle part, des mouvements s'en sont courageusement pris aux dictatures en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Syrie, au Yémen, servant de catalyseur aux mouvements de lutte contre l'austérité budgétaire en Europe, convergeant avec le mouvement « Occupy Wall Street » qui s'est répandu dans l'ensemble des États-Unis, et revenant comme un boomerang à travers le monde entier. Sans oublier les manifestations de masse en Israël, au Chili, et plus récemment en Russie. Il se peut que les revendications soient nationales, mais le mouvement est mondial.

Ces mouvements ne sont pas tant ceux des exploités, quoique ceux-ci les aient rejoints, mais ceux des déshérités – ceux dont l'existence est définie par la précarité. Ce sont des mouvements d'étudiants ou anciens étudiants, ou plus largement de jeunes, privés de leur avenir et d'opportunités pour utiliser leurs compétences et leurs connaissances. Parmi ces mouvements, on compte également ceux de paysans dépossédés de leurs terres ou d'eau – en Chine, en Inde, aux Philippines, au Brésil, en Bolivie et ailleurs. Des mouvements d'occupation sont également apparus contre la ségrégation urbaine, affrontant la police pour conserver des espaces censés être publics.

Alors que les mouvements d'occupation représentent un défi d'ordre symbolique pour le capitalisme, ils constituent un défi bien réel pour la sociologie. Les études sur les inégalités ne peuvent plus se limiter aux 99%, elles doivent s'intéresser de près au 1% restant. Nous ne pouvons pas nous limiter à étudier les revenus, ils nous faut étudier la fortune, et comment le 1% exploite les autres 99% à travers, notamment, différentes formes de servitude liée à la dette. La sociologie politique doit aller au-delà pour ne plus se centrer seulement sur une démocratie électorale qui s'est montrée incapable de lutter contre l'injustice sociale et de réguler le capital financier. Les mouvements d'occupation se sont revendiqués de la démocratie participative. Là encore, l'Amérique latine a été pionnière. Les politiques d'ajustement structurel qui ont détruit des économies dans les années 90, ont conduit à une décennie de contre-mouvements, et en premier lieu aux occupations d'usines et d'espaces publics en Argentine. Raison de plus pour être présent à Buenos Aires, du 1^{er} au 4 août 2012.

Dialogue Global paraît cinq fois par an dans 13 langues. Vous pouvez le retrouver sur [Facebook](#), et sur le [site web de l'ISA](#). Les propositions d'articles sont à adresser à Michael Burawoy : burawoy@berkeley.edu



Le « spectacle » de Tahrir. La révolution égyptienne du 25 janvier 2011 a marqué le début d'une nouvelle ère de contestation sociale. Un an après le début du soulèvement, Samia Mehrez examine de plus près ses multiples répercussions, à la fois en Égypte et au-delà.



Les enjeux du Forum de l'ISA à Buenos Aires. Alberto Bialakowsky et Alicia Palermo, ses organisateurs locaux, exposent leurs intentions pour que ce Forum soit le lieu d'un échange international sur la justice sociale et la démocratisation.



Migrants polonais. L'effondrement de l'Union soviétique et de son empire a entraîné des flux de migrants à travers toute l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, mettant en évidence les inégalités de développement dans la région. Ewa Palenga-Möllenberg présente ici une analyse poignante sur les migrants polonais en Allemagne.



Cosmopolitisme local. Poursuivant le débat engagé sur la sociologie internationale, Jeffrey Alexander montre comment la dimension locale et la dimension cosmopolite sont inextricablement liées entre elles.

> Comité de Rédaction

Directeur de la publication :
Michael Burawoy.

Responsables d'édition :
Lola Busuttil, August Bagà.

Rédacteurs en chef associés :
Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa,
Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants :
Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu,
Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez,
Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi,
Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato,
Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi,
Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales :

Monde arabe :
Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Brésil :
Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini,
Fabio Silva Tsunoda, Dmitri Cerboncini Fernandes,
Andreza Galli, Renata Barreto Preturlan.

Colombie :
María José Álvarez Rivadulla, Sebastián
Villamizar Santamaría, Andrés Castro Araújo.

Inde :
Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Iran :
Reyhaneh Javadi, Shahrard Shahvand,
Fateme Moghaddasi, Saghar Bozorgi, Jalal Karimian.

Japon :
Kazuhiisa Nishihara, Mari Shiba, Yoshiya Shiotani,
Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Yutaka Iwade,
Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda, Michiko Sambe,
Takako Sato.

Pologne :
Mikołaj Mierzejewski, Anna Piekutowska,
Karolina Mikołajewska, Jakub Rozenbaum,
Tomasz Piątek, Julia Legat, Mikołaj Niziński,
Anna Rzeźnik, Konrad Siemaszko,
Patrycja Pendrakowska, Wojtek Perchuc, Adam Mueller.

Russie :
Elena Zdravomyslova, Elena Nikofova,
Asja Voronkova.

Taiwan :
Jing-Mao Ho.

Ukraine :
Svitlana Khutka.

Consultants médias :
Annie Lin, José Reguera.

> Dans ce numéro

Éditorial – Justice sociale et démocratisation **2**

> TRADUCTIONS TRANSNATIONALES

Le « spectacle » de Tahrir
par Samia Mehrez, Égypte **4**

Les enjeux du Forum de l'ISA à Buenos Aires
par Alberto L. Bialakowsky et Alicia I. Palermo, Argentine **6**

Migrants polonais
par Ewa Palenga-Möllenbeck, Allemagne **8**

> LA SOCIOLOGIE DANS UN MONDE INÉGALITAIRE : LE DÉBAT CONTINUE

Cosmopolitisme local
par Jeffrey C. Alexander, États-Unis **10**

Amérique latine – une communauté de destin ?
par Paulo Henrique Martins, Brésil **12**

> SOCIOLOGIES À TRAVERS LE MONDE

L'état déplorable de la sociologie postsoviétique
par Victor Vakhshayn, Russie **14**

La sociologie maorie en Nouvelle-Zélande
par Tracey McIntosh, Nouvelle-Zélande **16**

La « nouvelle pauvreté » en Arménie postsoviétique
par Gevorg Poghosyan, Arménie **17**

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Billet sur l'ISA : La vitalité de *Current Sociology*
par Jennifer Platt, Royaume-Uni, et Eloísa Martín, Brésil **18**

Enseigner la sociologie : la salle de classe de l'ère globale
par Larissa Titarenko, Biélorussie, et Craig B. Little, États-Unis **20**

ISA : Partialité à l'égard des Associations Nationales
par Roberto Cipriani, Italie **23**

Dialogue Global : Notre équipe éditoriale au Japon **24**

> HOMMAGES

Disparition de John Rex à l'âge de 86 ans
par Sally Tomlinson et Robert Moore, Royaume-Uni **25**

Kurt Jonassohn, 1920-2011
par Céline Saint-Pierre, Canada **26**

> CONFÉRENCES

La sociologie colombienne, entre héritage et rupture
par Patricia Jaramillo Guerra, avec Fernando Cubides, Colombie **27**

La sociologie turcophone au sein d'un espace eurasiatique
par Elena Zdravomyslova, Russie **29**

Le 60^e anniversaire de la Société Indienne de Sociologie
par T. K. Oommen, Inde **31**

La stratification sociale dans les BRIC
par Tom Dwyer, Brésil **33**

> Le « spectacle » de Tahrir

Samia Mehrez, Université américaine du Caire (Égypte)

Samia Mehrez est une professeure réputée de littérature arabe au sein du Département des Civilisations arabe et islamique de l'Université américaine du Caire, et directrice du Center for Translation Studies (Centre d'Études de Traduction). Je l'ai rencontrée récemment au Caire, où elle m'a montré quelques chapitres de *Translating Egypt's Revolution*, une série de fascinants récits de la place Tahrir écrits avec ses étudiants, qui paraîtra prochainement. Elle a bien voulu écrire l'article qui suit pour *Dialogue Global* – MB.



Quand cet article sera publié, une année se sera écoulée depuis le début du soulèvement du 25 janvier en Égypte qui a conduit à la destitution de l'ancien Président Hosni Moubarak, le 11 janvier 2011. La révolte devrait reconfigurer, de multiples manières, l'avenir de l'Égypte ainsi que sa place à la fois dans la région et dans le monde. Ces derniers mois, le soulèvement de janvier – avec sa prolifération ininterrompue de récits oscillant entre *thawra* (révolution) et *inqilab* (coup d'État) – a continué de

résister et d'échapper à une quelconque appellation ou définition unitaire, du moins pour ce qui concerne les Égyptiens. Cependant, une certitude demeure : le 25 janvier 2011 et les 18 jours légendaires qui ont suivi sur la place Tahrir (sans parler des vagues successives de violentes confrontations, des manifestations de masse et des incessants sit-in) ont marqué le début d'une nouvelle ère, au niveau historique et symbolique, pour le *Midan al-Tahrir* (la place Tahrir), devenu le symbole du soulèvement actuel du peuple égyptien et le ba-

Sur la Place Tahrir, une banderole géante marquant le premier anniversaire de la Révolution du 25 janvier invite à pendre (de gauche à droite) le général Hussein Tantawi, l'ancien Président Hosni Moubarak et l'ancien ministre de l'intérieur, Habib al-Adly. Sous les nœuds coulants, est écrit « La loi du peuple ». Photo de Mona Abaza.

romètre d'une révolte qui concerne l'ensemble du pays et continue de transformer en profondeur et de différentes manières les Égyptiens.

À un certain moment, après le 25 janvier, les gens s'inquiétaient à l'idée que le *Midan al-Tahrir*, où des centaines de personnes avaient été martyrisées et des milliers blessées et détenues, puisse devenir un spectacle, une simple exhibition de lui-même. Ils craignaient qu'il devienne, selon les termes de mon collègue Amr Shalaky, « un lieu où il est possible d'aller "regarder" la révolution, l'observer, en tester le goût, puis rentrer chez soi, dans un tout autre fuseau horaire ». Certes, les gens sont venus « regarder la révolution » à *Midan al-Tahrir* et beaucoup d'autres continuent de le faire chez eux, devant le poste de télévision et par le biais des médias sociaux. Mais à travers ce même processus qui consiste à « regarder », beaucoup en sont venus à s'impliquer activement et ont transformé cette « observation », ce « spectacle », en une action révolutionnaire qui est à l'origine de nouvelles subjectivités.

Dans ce contexte, loin de supplanter l'activité politique, le « spectacle » est devenu un mode de mobilisation révolutionnaire et de radicalisation. En effet, les vagues successives et les « spectacles » du soulèvement égyptien, dans une atmosphère à la fois de célébration et de violence – tous massivement documentés, diffusés et mis en circulation – ont eu des répercussions considérables, et sans doute durables. Les Égyptiens ont développé un nouveau rapport à l'espace (à la fois public et privé, réel et virtuel). Ils ont gagné la possibilité jusqu'alors inconnue d'être les maîtres d'eux-mêmes, et se sont montrés déterminés à exercer leur droit à s'exprimer, que ce soit oralement ou par écrit.

Tout au long des 30 dernières années, le régime de Moubarak – un régime qui, en grande partie, continue à se perpétuer par le biais de la junte militaire qui dirige l'Égypte de l'après-janvier 2011 – a exercé un contrôle sur l'espace public, les politiques publiques et la culture publique. Ceci a été réalisé au moyen de lois d'exception, qui continuent à légiti-

mer les détentions et les tortures, et une censure imprévisible mais implacable contre la liberté d'expression. Tout cela n'a pourtant pas mis fin à la lutte qui continue à se manifester à travers l'occupation des espaces publics et la mobilisation de manifestations de masse.

Les multiples « spectacles » du soulèvement égyptien ont tout de suite marqué une rupture radicale avec la politique d'intimidation du régime. Ils ont ouvert la voie à une ère où la peur a disparu pour des Égyptiens qui continuent à défendre leur liberté nouvellement acquise ainsi que ce sentiment d'être maîtres de leur espace, de leur corps et de leur langue, à travers une myriade de pratiques politiques et culturelles créatives dont la sémiotique, l'esthétique et la poétique ont inspiré des soulèvements parallèles dans le monde entier. Ces « spectacles » – dont le dernier en date a eu lieu sur la place Tahrir la veille du nouvel an [du calendrier hégirien], une première dans l'histoire du *midan* – ont eu pour effet de radicaliser les Égyptiens et d'alimenter une mobilisation collective ininterrompue sur le terrain. Cette mobilisation se poursuit en dépit d'un très lourd tribut en vies humaines et malgré d'incessantes actions contre-révolutionnaires de la part du conseil militaire au pouvoir et de ses nouveaux alliés, les Frères Musulmans et les salafistes, visant à un essoufflement de l'insurrection et à intimider à nouveau les Égyptiens par le biais d'une politique basée sur la peur et la discrimination. En effet, ces « spectacles » révolutionnaires ont entraîné tout au long de l'année passée d'éphémères « contre-spectacles » organisés par les « supporters » de Moubarak et le CSFA (Conseil suprême des forces armées) au pouvoir, qui n'ont fait que confirmer l'influence des premiers et l'objectif évident de ces derniers.

Au départ, le « spectacle » de la révolte égyptienne a exploité, radicalisé et révolutionné des rituels issus du traditionnel *mulid* – une fête populaire commémorant l'anniversaire d'une figure spirituelle vénérée, dont les codes de conduite sont familiers à tous les Égyptiens par-delà les cliva-

ges sociaux. Tout au long de l'année passée, les *mulid* en sont venus à faire partie intégrante des manifestations de la place Tahrir. Ce mode commémoratif ritualiste et festif a engendré et conforté la naissance de la « République indépendante de Tahrir », dont le seul spectacle a conduit des millions d'Égyptiens à descendre dans la rue, et qui continue d'inspirer les manifestations qui persistent dans l'ensemble du pays. L'une des conséquences les plus radicales de cette « observation » de la révolution sur la place Tahrir a été de comprendre qu'au fond, Tahrir (qui veut dire « libération ») n'est pas seulement un espace physique mais *un état et une conscience collectifs* au travers desquels les revendications essentielles du soulèvement égyptien – *'ish*, *Huriya*, *'adala igtima'iya* (pain, liberté, justice sociale) – continuent à accumuler du sens et des manières d'être traduites. Le « spectacle » répété des violences perpétrées par le CSFA qui ont suivi, de même que des violations et intimidations moins visibles (témoignages sur des manifestants battus, électrocutés et mutilés, tests de virginité pour les manifestantes détenues, procès de civils devant des tribunaux militaires, massacre de dizaines de manifestants coptes par des véhicules blindés de l'armée, descentes de police dans les locaux des médias et des ONGs, harcèlement et arrestation de reporters étrangers, élections truquées, femmes violées et dénudées etc), n'ont cessé depuis février dernier d'être diffusés sur les médias sociaux et les chaînes par satellite privées.

La poursuite des épisodes de violence a mis à nu et discrédité l'idylle initiale entre l'armée et le peuple. Cependant, de plus en plus d'Égyptiens savent que la révolution ne se poursuit pas seulement en Égypte et dans la région mais aussi et de manière tout aussi importante à travers de multiples traductions à l'échelle mondiale des « spectacles » de Tahrir, qui retentissent dans différentes langues : le peuple réclame la chute du régime (*al-sha'b yurid isqat al-nidham*). ■

> Les enjeux du Forum de l'ISA à Buenos Aires :

une sociologie égalitaire pour lutter contre un monde inégalitaire

Alberto L. Bialakowsky et Alicia I. Palermo, Président et Co-Présidente du Comité Local d'Organisation du Forum de l'ISA de 2012 à Buenos Aires (Argentine)

Les préparatifs du Forum de l'ISA qui se tiendra à Buenos Aires entre le 1^{er} et le 4 août 2012, sont en cours. Ce processus, qui a débuté avec la sélection de la ville de Buenos Aires, fait de ce Forum et de la capitale argentine le centre où vont culminer au niveau international les échanges intellectuels dans le domaine de la sociologie et des sciences sociales. Étant donné sa portée mondiale, il s'agit probablement de la rencontre la plus importante de ce type en Amérique latine depuis des décennies. Le potentiel intellectuel de l'Amérique latine, tout comme celui de sa littérature, est bien connu ; néanmoins, il reste des progrès à faire pour que son rôle au niveau de la critique, de l'action collective et de transformation soit reconnu. Ce Forum se présente d'ores et déjà comme une formidable opportunité de dialogue et de rapprochement intercontinental, ainsi qu'une opportunité pour faire face, collectivement, aux défis scientifiques et sociaux qui nous mobilisent de la même façon au Nord comme au Sud.

Nous voudrions mettre en avant trois points importants du Forum : premièrement, le thème choisi, « Justice sociale et démocratisation » ;

deuxièmement, le rôle des « sujets » dans la production des connaissances scientifiques et la transformation sociale ; et troisièmement, la propre structure intellectuelle du Forum, qui pourrait passer inaperçue alors qu'en fait, c'est elle qui donne sa substance à une rencontre comme celle-ci.

Concernant le premier point, la préparation d'un thème et d'un appel à communications suppose toujours d'examiner les grands domaines de spécialités et les sous-domaines, mais cela devrait également impliquer de poser des questions intersectorielles. Le paradigme de la *complexité* a facilité l'exploration de différents points de vue, et nous a permis de dépasser des dichotomies telles que micro/macro, disciplinaire/interdisciplinaire. Il est ainsi possible d'aborder différents niveaux, sous différents angles, en s'efforçant d'enrichir chaque niveau séparément ainsi que par le biais d'échanges entre les différents niveaux. Le thème « Justice sociale et démocratisation » apparaîtra par conséquent dans des sous-domaines spécifiques et concrets, tout en prenant des sens multiples qui transcendent les sous-domaines.

L'histoire de la sociologie regorge d'évaluations de la justice et des

inégalités. Certaines positions théoriques sont plus favorables au *statu quo*, tandis que d'autres adoptent des points de vue plus critiques et prônent le changement social. Placer le pouvoir au cœur de la sociologie contribue cependant à réduire la distance entre ces différentes positions. En d'autres termes, toute sociologie comporte une certaine forme d'utopie et une *praxis* de la biopolitique qui motivent la recherche et se retrouvent – même de manière tacite – dans les fondements théoriques, les applications et les analyses ainsi que dans le transfert des savoirs.

Dans la société mondialisée d'aujourd'hui, les convulsions d'une crise systémique exigent de nouveaux efforts intellectuels pour faire face à l'injustice sociale, à la fois au sein de chacune des sociétés et entre elles. La réémergence du débat international sur les droits de l'homme met en évidence la contradiction entre, d'une part, les nets progrès réalisés au niveau des développements scientifiques et productifs et d'autre part, leur impact sur l'équité sociale, entre notre rapport à la nature et notre compréhension des dynamiques au niveau planétaire. Les efforts entrepris pour maîtriser ces forces opposées et assurer un fragile équilibre

>>

entre elles donnent lieu à un discours qui remet en question la supériorité de l'approche positiviste des Lumières – une thèse défendue par l'École de Francfort et, plus récemment, par des auteurs qui s'inscrivent dans la lignée de la « pensée critique et décoloniale » latino-américaine. Le progrès scientifique ne garantit pas la justice sociale ou la pleine participation citoyenne. Métaphoriquement parlant, les plaques tectoniques de la société révèlent la persistance de l'esclavage, de la pauvreté, de la ségrégation ethnique et de genre, des génocides et des ravages écologiques.

Il est évident que la démocratisation produit ses effets non seulement au niveau des sociétés, mais entre les sociétés, entre la société et la nature, et même entre les disciplines. Cependant, l'ethnocentrisme, l'anthropocentrisme et de multiples hégémonies posent problème non seulement pour mener des recherches sur les sociétés, mais aussi au sein même des processus scientifiques de la compréhension et de la découverte en sociologie. En référence à « la critique épistémologique radicale issue de l'école latino-américaine de la néo-dépendance », Sujata Patel (2010) écrit : « Des théoriciens comme Aníbal Quijano, Enrique Dussel et Walter Dignolo ont mis au point cette position, faisant valoir que l'universalisation inhérente à la théorie sociologique fait partie de la géopolitique du savoir. La clé de ce processus passe par l'analyse de la la modernité et de ses liens avec la théorie sociale ».

Autrement dit, il ne s'agit pas seulement d'analyser des questions objectives dans différents domaines de recherche, mais de soulever la question des asymétries épistémologiques et des théorisations hégémoniques. L'approche dialogique des nouveaux courants théoriques nie la fixité d'asymétries ancrées dans les paradigmes de la modernité, et part de l'idée que ces oppositions sont susceptibles d'être dépassées. Cette expérience a été mise en avant par des analystes africains. « Au Nigéria, l'activité du sociologue est passée par différentes phases difficiles. Actuellement, le défi le plus pressant pour les sociologues au Nigéria, et d'ailleurs dans l'ensemble du conti-

«la rencontre la plus importante de ce type en Amérique latine depuis des décennies»

nent africain, est de développer une capacité critique pour expliquer et interpréter non seulement la réalité sociale africaine, mise en valeur par des modèles endogènes qui savent saisir la nature du paradoxe et des tensions existant dans la structure sociale qui est en train d'émerger, mais aussi les caractéristiques des forces engagées dans un tel processus. Pour ce faire, il nous faut changer de paradigme » (Onyeonuru, 2010: 280).

Nous pensons que, d'une manière ou d'une autre, ce mode de pensée traduit la nécessité d'un nouveau paradigme dialogique accompagné des échanges scientifiques correspondants, afin d'établir une nouvelle « écologie du savoir » (De Sousa Santos, 2010). Dans un contexte de crises successives, les sociologues sont susceptibles d'émettre des critiques et des propositions en faveur du changement, et pour ce faire la compréhension intercontinentale est essentielle. Ceci n'implique pas pour autant de renoncer à une pensée endogène, ni que nous cessions d'aspirer à un débat à l'horizon planétaire.

Dans un contexte d'inégalités sociales et dans ce monde perpétuellement en mouvement, les sociologues ont beaucoup à apporter, en contribuant à la fois à expliquer et à comprendre cette réalité et à la transformer. De plus en plus, la crise mondiale touche de larges fractions différentes de la société dans les contextes les plus variés. Nous sommes en mesure d'apporter notre soutien aux revendications toujours plus manifestes et aux multiples luttes des groupes touchés aujourd'hui et demain, dans

les pays du Nord aussi bien que dans ceux du Sud.

Ceci nous amène à poser cette question : Le Forum de 2012 de l'ISA est-il en mesure de répondre à ces défis ? En tant que structure unique, il peut sans nul doute y répondre. En effet, le Forum se veut un instrument de dialogue et un espace pour réfléchir ensemble, et par là-même approfondir ces débats. En tant que force sociale et intellectuelle – en tant que symposium et lieu de réunion –, le Forum a la possibilité de faire progresser une analyse sociale mondiale à travers des échanges créatifs. En fait, le Forum constitue une communauté critique et réflexive et, par conséquent, fait partie de *l'intellect en général*, un intellect à la fois collectif et public.

Nous nous engageons à tout faire pour que cette rencontre soit intense et fraternelle. Nous espérons organiser – de façon collective et partagée – un ensemble de débats et d'échanges au sein des Comités de Recherche, Groupes de Travail et Groupes Thématiques et entre eux, au cours des séances communes ainsi que des séances plénières et des forums publics. ■

Références

De Sousa Santos, B. (2010) *Para descolonizar Occidente. Más allá del pensamiento abismal*. Buenos Aires: CLACSO-Prometeo-UBA.

Onyeonuru, I. P. (2010) "Challenges of Doing Sociology in a Globalizing South: Between Indigenization and Emergent Structures" Pp.268-281 in Michael Burawoy, Chang Mau-kuei, and Michelle Fei-yu Hsieh (eds.) *Facing an Unequal World: Challenges for a Global Sociology (Volume I)*. Institute of Sociology, Academia Sinica, Taiwan, and Council of National Associations of the International Sociological Association.

Patel, S. (2010) "The Imperative and the Challenge of Diversity: Reconstructing Sociological Traditions in an Unequal World" Pp.48-60 in Michael Burawoy, Chang Mau-kuei, and Michelle Fei-yu Hsieh (eds.) *Facing an Unequal World: Challenges for a Global Sociology (Volume I)*. Institute of Sociology, Academia Sinica, Taiwan, and Council of National Associations of the International Sociological Association.

> Les migrants polonais : habiles transnationaux ou simples travailleurs immigrés ?

Ewa Palenga-Möllennebeck, Université de Francfort (Allemagne)



L'étroite collaboration de la Haute-Silésie avec l'Allemagne a une longue histoire dont le souvenir est encore bien présent. Dans cette affiche datant d'après la Première Guerre mondiale, la Haute-Silésie apparaît tiraillée entre la Pologne (représentée par la pauvreté d'une femme avec son bébé) et l'Allemagne (représentée par la prospérité d'une usine et de maisons). Aujourd'hui encore, de nombreux Silésiens ont le sentiment d'être pris en étau entre ces deux mondes. Original conservé à l'Imperial War Museum de Londres (Royaume-Uni).

Depuis les années 90, une nouvelle approche gagne du terrain dans le domaine des études sur les migrations. Alors que le paradigme traditionnel considérait les migrations comme un événement unique dans la vie des migrants qui les conduirait, à terme, à l'assimilation dans la société d'accueil, ou à un retour définitif dans le pays d'origine, les recherches consacrées aux migrations « transnationales » mettent en lumière la manière dont les migrants peuvent conserver des attaches dans plus d'une société nationale. Cette approche a été développée à partir de l'expérience nord-américaine, mais on peut trouver des phénomènes semblables en Europe. C'est notamment le cas de la migration temporaire en provenance de Haute-Silésie, un territoire qui fait actuellement partie de la Pologne mais qui avant la Seconde Guerre mondiale se situait dans une zone frontalière entre la Pologne et l'Allemagne qui échappait souvent aux politiques nationales.

La législation relative à la nationalité allemande étant fondée sur le principe du *jus sanguinis*, de nombreux habitants de Haute-Silésie ont droit à la citoyenneté allemande, qu'ils aient ou non des liens sociaux ou culturels avec l'Allemagne, et sans avoir à renoncer à leur nationalité polonaise. Depuis les années 90, les bi-nationaux ont mis à profit ce vide législatif pour accéder au marché du travail allemand, qui sans cela serait resté fermé aux citoyens polonais jusqu'en 2011. Alors que de nombreux Silésiens se sont installés de manière

>>

permanente en Allemagne, des centaines de milliers d'autres ont préféré conserver leur lieu de résidence en Pologne et faire chaque jour la navette pour aller travailler en Allemagne. De cette manière, ils pouvaient accéder à un niveau de vie qu'ils n'auraient pas pu atteindre s'ils avaient compté sur le marché du travail polonais.

Le cas des bi-nationaux silésiens montre que le fait d'avoir des privilèges légaux ne fait pas nécessairement d'eux des « transnationaux ». La majorité d'entre eux s'est adaptée de manière permanente à ce mode de vie mobile, mais cela ne signifie pas qu'ils sont des transmigrants au sens étroit de « personnes qui ont un pied dans chaque société ». On observe tout aussi fréquemment un autre type de migrant qui, quoique mobile en permanence, conserve des attaches sociales exclusives avec sa société d'origine. C'est quelque peu surprenant. Après tout, à première vue, on pourrait s'attendre à ce que des migrants de ce type deviennent des transmigrants en raison de leur héritage culturel (bilinguisme, tradition migratoire, etc.), de leurs privilèges légaux (double nationalité) et enfin, du fait d'être employé dans une industrie liée aux migrations (entreprises opérant au niveau transnational, prestataires de services, etc.).

Cependant, la réalité s'avère plus complexe. D'un côté, en tant que bi-nationaux, ces migrants ont davantage d'opportunités d'emploi qu'ils n'en ont besoin – ils peuvent aussi bien travailler à plein temps ou à temps partiel en Allemagne que toucher une retraite, obtenir un emploi permanent ou une formation en Pologne. Ceci leur donne un champ d'action et des perspectives de carrière proches de ceux des non-mi-

grants « assimilés » en Allemagne. D'un autre côté, c'est précisément le niveau élevé de sécurité dont ils bénéficient en Pologne qui encourage les migrations continues et décourage leur assimilation dans la société d'accueil. Ils finissent ainsi par se situer à une extrémité d'un *continuum*, l'autre extrémité étant occupée par les migrants illégaux qui sont forcés de s'assimiler pour ne pas être arrêtés ou expulsés. Leur manque de compétences linguistiques et de connaissance de la société allemande rend ces citoyens « légalement allemands » entièrement dépendants des entreprises qui les envoient. Ainsi que le responsable d'un groupe de migrants l'a exprimé, « ils savent que quelqu'un veille sur eux [...] Ils veulent travailler, gagner de l'argent, et c'est tout. [...] Ils ont le sentiment que s'ils ont un passeport rouge [allemand], c'est tout ce dont ils ont besoin, et ils n'ont besoin que de gagner de l'argent et c'est tout. »

Les bi-nationaux dont nous venons de brosser le portrait s'apparentent plus aux *guest workers* [travailleurs immigrés] facilement exploitables des années 50 qu'à d'habiles acteurs capables de s'acquitter avec la même aisance des exigences de deux sociétés nationales. On trouve quand même d'habiles acteurs de ce type parmi les migrants silésiens – ils ont les compétences linguistiques et le capital culturel nécessaires, les qualifications professionnelles et le capital social leur permettant de passer avec aisance du marché du travail d'un pays à celui d'un autre. Les raisons pour lesquelles certains migrants deviennent d'habiles acteurs dans la société d'accueil tandis que d'autres demeurent des *guest workers* dépendants, sont complexes

et ne peuvent pas être examinées en détail ici. Parmi les facteurs favorisant « un mode de vie de *guest worker* », on pourrait mentionner l'existence d'une industrie de la migration transnationale qui offre de nombreuses perspectives d'emploi et encourage la mobilité, mais qui en même temps retire en grande partie aux migrants la maîtrise de leur vie, limitant par conséquent à la fois les possibilités et la nécessité d'interagir directement avec la société d'accueil.

L'essor de cette industrie de migration va de pair avec une évolution importante qu'on peut observer dans tous les pays industrialisés : le déclin des « rapports de travail standard » et leur remplacement par un travail précaire atypique. Ainsi, les emplois à temps partiel et à durée déterminée dominent parmi les migrants silésiens, qui les combinent souvent avec d'autres emplois précaires, une formation ou même un emploi stable en Pologne. Comme pour toutes les évolutions sociétales à grande échelle, il est difficile d'identifier cause et effet, gagnants et perdants. D'un côté, le travail précaire en Allemagne encourage ce type de migration ou le rend en premier lieu possible, et à son tour, il contribue à renforcer encore plus la précarité de la vie des migrants. D'un autre côté, ce processus est beaucoup plus avancé en Pologne, où le passage d'une économie planifiée à une économie « post-industrielle » a été pratiquement instantané, avec des répercussions sur le marché du travail qui ont fait apparaître la migration temporaire comme attrayante voire inévitable. On constate ainsi que dans le monde d'aujourd'hui, la migration prend de nombreuses formes, surprenantes et extrêmement intéressantes, qui défient les anciens modèles d'assimilation. ■

> Cosmopolitisme local

Jeffrey C. Alexander, Université de Yale (États-Unis), ancien Président du Comité de Recherche de l'ISA sur la Théorie Sociologique (CR16) et lauréat 2010 du prix de la Fondation Mattei Dogan/ISA



Ici, deux représentations esthétiques de la nature contrastent entre elles, l'une chinoise et l'autre nord-américaine. Aucune des deux n'est basée sur une expérience autochtone, et pourtant chacune a été stylisée par d'anciens styles et traditions à la fois cosmopolites et locaux. Autrement dit, l'art ne représente jamais la nature objectivement, pas plus que la sociologie ne représente la société de manière transparente.

Le débat entre Piotr Sztompka et Michael Burawoy est un débat extrêmement enrichissant et qui s'imposait depuis longtemps. Tous deux comptent parmi les meilleurs théoriciens en sociologie au niveau mondial, mais si leur dialogue est important, paradoxalement, ce n'est pas parce qu'il apporte des idées éclatantes de nouveauté. Au contraire, leurs divergences sont récurrentes, aussi anciennes que la pensée sociale elle-même. Bien sûr, c'est précisément parce que ces questions ne sont pas prêtes de disparaître que ce débat doit être régulièrement affiné et renouvelé.

La sociologie aspire à la rationalité, à l'universalisme et aux généralités théoriques. Pourtant, alors que ces thèmes représentent un acquis consi-

dérable dans le domaine des sciences naturelles, ils ne peuvent que représenter un idéal pour les sciences humaines, comme l'a expliqué Wilhelm Dilthey il y a plus d'un siècle de cela. Comme l'art, la sociologie est ancrée dans, et se penche sur, les conditions locales de l'expérience vécue. Ceci ne signifie pas, cependant, que la sociologie soit pratiquée de manière purement locale et auto-référentielle.

Le grand art pictural s'est toujours exprimé au travers de traditions esthétiques qui transcendaient les tentatives locales de trouver leur propre mode d'expression. Dans la Chine impériale, une esthétique externe de ce type provenait des traditions dites « classiques ». Au moment où, au XIX^e siècle, l'art moderne était en train d'émerger en Occident, les peintres

>>

en Europe faisaient sans cesse référence à ce qu'ils appelaient la tradition moderne. Ceux qui cherchaient à constituer une avant-garde nationale s'efforçaient d'établir un lien entre les traditions locales et une esthétique extra-nationale de plus en plus concentrée à Paris, et abandonnaient souvent leurs cadres nationaux pour se fondre dans la ville cosmopolite qu'était Paris.

Il en va de même de la sociologie. Comme dans le cas de l'art, les sociologies sont « locales » parce qu'elles sont le produit des efforts pour interpréter les expériences sociales d'une communauté à un moment et à un endroit donnés. Les sociologies américaine, britannique, française et allemande ne font pas exception. Chacune diffère des autres, et chaque différence reflète les expériences du temps et de l'espace qui déterminent ce qui nécessite le plus d'être connu sur le plan de la sociologie.

On apprend beaucoup de la lecture des sociologies nationales, sur ce que les préoccupations nationales dominantes nécessitent comme interprétation, sur les luttes de pouvoir qui interviennent à l'échelle nationale et sur les orientations culturelles qui sont contestées au niveau national. Bien sûr, on ne peut tirer des enseignements de tout cela que lorsque ces écrits sociologiques sont traduits dans les quelques langues relativement courantes dans le monde, que ce soit par le biais de communications ou de publications. C'est la traduction dans l'une de ces langues trans-locales qui permet d'enrichir notre connaissance de la réalité locale et concrète.

Cependant, pas plus que dans le domaine de l'art, les avancées sociologiques qui se situent à un niveau local ne peuvent aisément être conceptualisées comme les produits d'un moment et d'un lieu donnés. Les sociologies d'origine autochtone peuvent difficilement être définies comme autochtones. Elles sont influencées par les traditions intellectuelles extra-locales d'autres nations

et par les traditions intellectuelles et religieuses au niveau mondial qui n'ont cessé de reconfigurer les identités régionales et nationales durant des siècles. Certes, il existe des traditions sociologiques chinoise et taiwanaise et indienne et coréenne et japonaise, et elles représentent des sources de connaissances et d'inspiration locales vivement entretenues. Mais de telles initiatives ne reflètent guère les réalités locales ! Les sociologues locaux qui sont à l'origine de telles études sont les produits d'établissements d'enseignement et de recherche mondialisés, se sont nourris des grands classiques régionaux et internationaux, et appréhendent leur propre société locale de manière décentrée et cosmopolite.

C'est l'existence même d'un tel « cosmopolitisme local » qui fait que chaque sociologue en activité, quelle que soit son implication au niveau local, est attaché à des normes de validité extra-personnelles, à des critères de véracité qui transcendent son affiliation institutionnelle et sa situation sociale au niveau local. Ce ne serait qu'une légère exagération que d'affirmer que tous les sociologues du monde ont des aspirations rationnelles. Aucun sociologue n'admet que ses collègues puisse s'arroger la vérité au seul prétexte qu'ils sont fortement investis dans l'approche des problèmes locaux, et encore moins parce qu'ils sont, comme eux, d'origine africaine, indienne, américaine ou chinoise. La sociologie est réflexive parce qu'elle est dé-centrée. La sociologie est réflexive ou n'est rien.

Il en va de même pour l'art. Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, la peinture américaine a été presque entièrement coupée des courants européens ; très fière d'elle-même bien que provinciale, elle est perçue aujourd'hui et parfois grandement valorisée pour son caractère folklorique et « naïf ». À mesure que les États-Unis se développaient à la fin du XIX^e siècle, ceux qui aspiraient à devenir peintres se rendaient en Europe, principalement à Paris, et dans la première

moitié du XX^e siècle, ces Américains nouvellement cosmopolites ont donné naissance à des versions particulières et dérivées de l'école française. Ce n'est que lorsque les États-Unis sont devenus une puissance prééminente après la Seconde Guerre mondiale que la peinture américaine a joué un rôle propre, gagnant au niveau mondial une véritable place dans l'histoire de la peinture. L'École de New York a fondé une nouvelle esthétique mondiale. Cependant, bien que physiquement situé dans la grande métropole américaine, l'expressionnisme abstrait peut difficilement être considéré comme un mouvement local, comme reflétant les traditions autochtones américaines. Il a plutôt représenté une extension de l'esthétique moderne qui avait été créée en Europe, laquelle avait elle-même été, 50 ans plus tôt, conçue essentiellement à partir de l'incorporation de thèmes esthétiques des autochtones japonais, africains et pré-colombiens.

Il en ira de même de la sociologie. Nous avons la chance de vivre une époque où l'extraordinaire modernisation des sociétés non-occidentales leur permet de contester l'hégémonie occidentale, pour la première fois en 500 ans. À terme, ce processus de modernités multiples ne peut manquer de mettre en question non seulement la performance économique et la puissance militaire occidentales, mais aussi ses théories et méthodes sociologiques hégémoniques. Quand ces penseurs chinois ou indiens ou coréens, sud-africains ou russes, lanceront effectivement leurs défis théoriques et méthodologiques, ce ne sera cependant pas en tant qu'espèces autochtones qu'ils le feront. Leurs travaux seront le fruit de plusieurs siècles d'intense mondialisation intellectuelle.

Ce n'est pas à partir de sociologies particulières qu'une vérité universelle verra le jour. En sociologie comme en art, il n'y a pas de vraie particularité. Comme il n'y a pas non plus de vraie universalité. Il n'y a ni l'une ni l'autre et il y a les deux à la fois. ■

> L'Amérique latine : une communauté de destin ?

Paulo Henrique Martins, Université Fédérale de Pernambuco (Brésil), et Président de l'Association Latino-Américaine de Sociologie

La mondialisation est en train de créer de nouveaux espaces de production du savoir, qui modifient la traditionnelle division intellectuelle du travail dominée par l'Europe comme centre privilégié de la réflexion sur la modernité. Pour certains auteurs, tels que Arjun Appadurai, le « tiers-monde » ne fonctionne plus comme une usine de données pour le « Nord » et, de ce fait, le « Nord » a perdu son hégémonie en tant que producteur d'idées pour le « Sud ». Suivant cette nouvelle vision des choses, la mondialisation apparaît comme une pluralité de champs, élaborant le savoir sociologique par le biais de processus géographiques complexes qui traversent les frontières nationales sans éliminer les nations comme lieu de production du savoir.

Si l'on pense en particulier à l'Amérique latine, la mondialisation des connaissances contribue à un changement important au niveau des fondements épistémologiques de la sociologie théorique. Au cours de la première période, entre les années 1940 et les années 1980, la pensée critique était largement conditionnée par la représentation de la mondialisation comme dépendance économique et politique. Ceci se reflète dans deux grands



courants de pensée de l'époque. Le premier était le structuralisme, inspiré par la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), une institution fondée en 1948 pour réfléchir au développement économique de la région. Parmi ses principaux théoriciens, figuraient deux économistes, l'Argentin Raúl Prebisch et le Brésilien

Celso Furtado, qui défendaient l'importance de l'État comme agent de développement pour enrayer la détérioration des conditions du commerce international qui mettaient en péril les pays producteurs de matières premières. La CEPAL a apporté la distinction centre/périphérie dans le débat sur le développement. Un deuxième courant de pensée, la

« théorie de la dépendance », exposé entre autres par des auteurs comme Theotonio dos Santos, R. M. Marini, Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, a développé les aspects politiques de l'analyse de la CEPAL sur les relations centre/périphérie. Ils ont fait valoir que surmonter la dépendance repose sur des alliances particulières entre bourgeoisie nationale, bourgeoisies internationales et différentes classes populaires.

À une époque plus récente, des années 1980 à aujourd'hui, la sociologie a intégré différentes conceptions de la mondialisation. D'un côté, on trouve des néo-libéraux qui affirment que la mondialisation économique effacerait les différences entre le « centre » et la « périphérie », aboutissant à un déclin des sociétés nationales et au renforcement de l'uniformité économique, financière, technologique et culturelle. Dans ce discours de l'uniformité, influencé par des théories économiques abstraites, la sociologie néglige l'importance du politique et des différences culturelles, en hyper-valorisant la consommation mondiale. Du point de vue des néo-libéraux, le discours sur la dépendance est un discours dépassé. D'un autre côté, on trouve des théoriciens de la post-dépendance qui soutiennent que les relations de dépendance sont en train d'être réorganisées comme une forme de « colonialité » du pouvoir et du savoir, et qui contribuent ainsi à repenser les contradictions entre « sociétés riches » et « sociétés pauvres » dans le système mondial. Les théoriciens de la « colonialité » réalisent l'impossibilité d'adopter des théories eurocentristes sans prendre en considération les particularités sociales, économiques, politiques, culturelles et religieuses des sociétés « du Sud ». Ce deuxiè-

«les relations de dépendance sont en train d'être réorganisées comme une forme de "colonialité"»

me courant « post-colonial » de la pensée latino-américaine reconnaît le choc historique entre colonialisme et anti-colonialisme mais met également en lumière de nouveaux moyens de contrôle et de domination à l'échelle globale.

Les tenants de la théorie post-coloniale latino-américaine ne conçoivent pas les termes de « colonialisme » et d'« anti-colonialisme » comme de simples héritages historiques de « l'Occident ». Pour eux, ces expressions font partie d'une stratégie cognitive et linguistique, représentée au travers de ce que Boaventura de Sousa Santos et d'autres désignent comme une « zone de contact », nécessaire pour comprendre la diversité des expériences et des idées au sein du système mondial. Le colonialisme et l'anti-colonialisme fonctionnent comme les deux faces dans le miroir de la mondialisation, rendant possible la traduction de l'information, des images et des idées entre le « Nord » et le « Sud ». Selon ces auteurs, la mondialisation implique un processus complexe de traduction qui est à l'œuvre dans les forums et les mouvements internationaux, dans les publications internationales et dans des associations internationales comme l'ISA ou ALAS (Association Latino-Américaine de Sociologie). Dans ces contextes, les éléments politiques, moraux, esthétiques, éthiques et linguistiques de la vie sociale se développent, favorisant

peu à peu de nouvelles modalités d'échange entre différents centres de production du savoir. Le prestige d'auteurs latino-américains comme Casanova, Quijano ou Lander, ainsi que celui de personnalités originaires du Nord comme Immanuel Wallerstein, prouvent que de nouvelles théories du colonialisme sont en train de gagner du terrain.

Enfin, il ne faut pas oublier que les sociétés post-coloniales n'ont pas été soumises à des forces culturelles, historiques et politiques uniformes au sein du processus colonial de mondialisation. Aussi, nous pensons que l'une des particularités de la sociologie théorique en Amérique latine est celle d'une espérance partagée par de nombreux intellectuels que cette région peut se forger une éventuelle communauté de destin. Dans cette optique, notons que l'expression « Amérique latine » est symboliquement incorrecte dans la mesure où elle met l'accent sur une communauté linguistique formée à travers le colonialisme, à savoir les « Latinos », ce qui a pour effet d'exclure d'autres communautés importantes au plan historique, telles que les peuples indigènes, les anciens esclaves d'origine africaine, les immigrants européens non latins et les Asiatiques. Appréhender l'Amérique latine comme une éventuelle communauté de destin est une utopie qui gagne du terrain, stimulant les échanges théoriques et apportant une unité à la sociologie à un niveau régional. ■

> L'état déplorable de la sociologie postsoviétique

Victor Vakhshayn, École supérieure des Sciences sociales et économiques de Moscou (Russie)



Réminiscences de l'ère soviétique au Congrès Panrusse de Sociologie de 2008.

Ces dernières années, la sphère intellectuelle de la sociologie russe s'est transformée en champ de bataille. Il semblerait que deux tiers de ce qui s'écrit en sociologie porte sur la sociologie elle-même : la sociologie de la sociologie devient, si ce n'est partie intégrante de la recherche courante, du moins un thème privilégié pour le débat public. L'effondrement de l'Union soviétique et « la nécessité d'étudier la transformation sociale » ne constituent plus les seuls fondements légitimes des études en sciences sociales. Maintenant que l'enfance postsoviétique des sciences sociales est derrière nous, une hyper-réflexivité presque obsessionnelle est venue remplacer des décennies de réflexion non réflexive.

> Le langage néo-soviétique

Il est intéressant de revenir sur le langage sociologique utilisé avant les guerres récentes. Le III^e Congrès Panrusse de Sociologie de 2008 constitue un bon point de départ. Le Congrès a cristallisé la vacuité stylistique caractéristique du langage néo-soviétique : « Pour un développement durable de la société, il est nécessaire d'assurer une recherche appliquée en sociologie de haut niveau » ou « [...] la sociologie se trouve aujourd'hui face à une tâche, celle d'étudier les besoins d'une société en énergie, synergie et autres formes de sécurité au plan social, physiologique, économique ». Examinons, par exemple, les résultats d'un sondage mené auprès de 2500

participants au Congrès. Il s'avère que 73% des personnes interrogées (environ un quart des participants) avaient une bonne maîtrise d'une langue étrangère avec l'aide d'un dictionnaire ; 40% travaillaient (ou avaient travaillé à un moment ou un autre) dans la fonction publique, et un pourcentage équivalent dans le monde des affaires après l'année 2000 ; 66% étaient des lecteurs de *Socis*, la principale revue de sociologie ; le manuel le plus apprécié était celui dirigé par V. Dobren'kov et A. Kravchenko ; parmi les auteurs étrangers, les plus fréquemment cités étaient Zygmunt Bauman et Piotr Sztompka.

À la question « Comment définiriez-vous la sociologie ? », la majorité des

personnes interrogées ont répondu « la sociologie est la science de la société », et à la question « Qu'est-ce que la société ? », la plupart n'ont pas répondu, et parmi ceux qui ont répondu, la définition gagnante a été « la société est un *socium* ». Des tautologies de ce type forment la sémantique des conservateurs pour qui la sociologie est une technologie sociale utile à l'État. Si la théorie est nécessaire, alors elle doit être russe et traiter de questions nationales. Lors du Congrès, des accusations ont été proférées à l'encontre de « certains sociologues progressistes » qui « sont payés par l'Occident » pour fomenter des « révolutions oranges ». Le Congrès a apporté la preuve qu'un langage sociologique néo-soviétique consolidé était en train de naître, avec ses codes particuliers, ses mécanismes pour parvenir à un accord, une axiomatique partagée et une logique de la tautologie.

> Le langage anti-soviétique

Considérons maintenant les langages alternatifs de la sociologie. Pour ce faire, on ne saurait ignorer le colloque *Russian Pathways*, depuis 18 ans l'une des manifestations les plus notables et régulières dans le domaine des sciences sociales. À partir des publications du colloque (1993-2008), on constate combien les codes linguistiques et les métaphores « anti-soviétiques » sont devenus de plus en plus hermétiques. Ainsi, il est intéressant de suivre comment a évolué le sens du mot « transformation », passé du statut de concept à celui de métaphore capable de décrire pratiquement tout et n'importe quoi. À l'instar du langage néo-soviétique, il a ses propres allégations axiomatiques, acceptées par tous et n'exigeant apparemment pas de preuves. Premièrement, il affiche une position critique à l'égard du langage rigide de la sociologie soviétique et de son héritier – le double langage conservateur néo-soviétique. Deuxièmement, il adopte explicitement des idéaux prédéterminés : la sociologie doit être au service du progrès – une société civique, la démocratisation et la libéralisation. Troisièmement, il insiste sur l'importance du travail empirique, c'est-à-dire de la sociographie avec sa capacité à décrire les « vrais problèmes de la société russe ». L'éternelle rengaine sur les « vrais problèmes de la société » trahit un réalisme naïf concernant la société,

perçue comme une entité objective avec des problèmes et des maux qui lui sont propres, qui imposerait son programme aux chercheurs. Tout comme Galilée, qui partait du principe que le Livre de la Nature était écrit dans le langage des mathématiques, les réalistes naïfs partent du principe que le Livre de la Société est écrit dans le langage de la sociologie, et qui plus est, dans le langage de leur sociologie.

La sémantique de *Russian Pathways* a changé de manière substantielle au cours des 15 années de ses publications. Après les débats orageux du milieu des années 90 sur l'avenir de la Russie, à la fin des années 90 *Russian Pathways* avait perdu ses aspirations radicales, prenant à son compte une « critique progressiste » du régime. Pourtant, en dépit de l'évolution de sa rhétorique, la description de fond est restée la même, à savoir « Ce n'est pas ce que cela devrait être », qui, dans les années 90, est devenu « Ce n'est pas encore ce que cela devrait être », et dans les années 2000 « C'est totalement différent de ce que cela devrait être ».

> Une convergence postsoviétique

De la même manière que la tautologie est la formulation principale des langages « néo-soviétiques », le paradoxe est la formulation principale des langages « anti-soviétiques », en attirant l'attention sur le fossé entre « ce qui est » et « ce qui devrait être ». Ma thèse principale est qu'il n'y a pas de différence entre les deux langages – les deux sont profondément soviétiques.

1. La culture de la suspicion. Les deux langages partent du postulat : « Derrière tout savoir, on trouve des intérêts politiques ». Quels que soient les propos que l'on tient, ils ne correspondent pas à ce que l'on pense et le langage que l'on emploie reflète les intérêts politiques que l'on sert. Donc toute théorie est perçue du point de vue de son « résultat », c'est-à-dire de ce qu'elle cherche à obtenir.

2. L'engagement. Dans le langage néo-soviétique, la sociologie est tributaire de l'État, et la recherche est remplacée par la technologie sociale, tandis que la sémantique anti-soviétique part du principe que la science sert les

intérêts du progrès – notez bien, les intérêts du progrès et non de la science elle-même. Il n'y a pas de notion de savoir pour le savoir en soi, ni d'idée weberienne d'une science ancrée dans des valeurs qui lui sont propres, avec un savoir qui engendre sa propre motivation. Sous ses deux formes, la pensée postsoviétique semble indiquer que le savoir doit être orienté vers la résolution des problèmes urgents.

3. Le nationalisme théorique. L'embarco est mis sur l'importation de tout héritage théorique « venu d'Occident » sauf lorsqu'il est déjà enraciné sur notre sol. Le terme de « sol » appartient sans aucun doute au langage du III^e Congrès de Sociologie. Le langage de *Russian Pathways* utilise une autre métaphore tout aussi parlante – « les trembles de la patrie ». L'aversion pour toute idée théorique importée est ainsi le dénominateur commun des méthodes de description néo-soviétique et anti-soviétique.

4. L'absence de réflexivité. Il y a seulement quelques années de cela, autant les « conservateurs » que les « progressistes » rejetaient la réflexivité méthodologique. Ils y voyaient une « déviation post-moderne », en d'autres termes une tentative pour s'écarter du devoir sacré d'étudier « la réalité telle qu'elle est véritablement ». Aujourd'hui, la situation a changé du tout au tout, chacun des deux camps se complaisant dans la réflexivité, qui n'est autre qu'une nouvelle sur-réaction qui entrave le développement de la sociologie russe.

Ces deux sémantiques, tautologique et paradoxale, ne rendent sans doute pas compte de tout l'éventail postsoviétique. D'autres langages se sont manifestés, mais ils sont apparus en marge du discours théorique dominant ou bien loin du microcosme moscovite (par exemple, à Saint-Petersbourg). Tandis que dans le vaste monde, les tenants de la socio-analyse, de l'analyse des cadres, de la phénoménologie et de l'ethnométhodologie luttent pour faire progresser la science, dans le monde de la sociologie russe, conservateurs et progressistes s'affrontent, de sorte que le discours sociologique en est arrivé à s'apparenter à une sorte de journalisme politiquement convenu. ■

> La sociologie maorie en Nouvelle-Zélande

Tracy McIntosh, Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande)

La Nouvelle-Zélande est un État de colons. Elle a un passé colonial, auquel elle doit sans cesse faire face. Ceci signifie que la sociologie en Nouvelle-Zélande est bien placée pour jouer un rôle et dénoncer de manière critique la reproduction des privilèges et des handicaps concernant les populations autochtones (maories) et non autochtones en Nouvelle-Zélande. En tant que sociologue maorie qui s'intéresse aux Maoris à la fois pour des raisons personnelles et en tant que chercheuse, je crois que les sociologues ont une contribution importante à apporter dans le domaine de la recherche interculturelle axée sur la justice sociale. Alors que le nombre de sociologues maoris – qu'il s'agisse de sociologues confirmés ou débutants – est relativement restreint en Nouvelle-Zélande, il y a un nombre important de sociologues non autochtones dont les recherches sont centrées sur la situation des Maoris.

L'expérience historique de la colonisation vécue par les Maoris et leur réalité d'aujourd'hui, faite de marginalisation, de privation et de pénurie, signifient que l'identité ethnique des Maoris est un terrain de lutte et de résistance. La position sociale des Maoris en Nouvelle-Zélande, en tant que *tangata whenua* (peuple de la terre, peuple autochtone), se trouve fortement contestée. Alors qu'ils sont sur-représentés dans l'ensemble des indicateurs sociaux négatifs, ils ont souvent dû contester une rhétorique politique populiste qui exagère leurs modestes conquêtes acquises au titre des droits des peuples autochtones. Par la lutte politique, les Maoris ont cherché à obtenir réparation pour les terres et les ressources dont ils ont été dépossédés par le passé (et souvent dans un passé très récent). Le règlement satisfaisant de certaines de ces luttes persistantes a impliqué que tous les aspects de la vie des Maoris soient politisés et examinés en détail.

Qu'il existe ici des inégalités importantes entre les Maoris et les non-Maoris est une évidence. Des recherches approfondies sur la condition maorie montrent que les Maoris sont désavantagés dès leur naissance. Un nourrisson maori a une probabilité de décès plus importante qu'un non maori. Un enfant maori a moins de chances de suivre une éducation préscolaire. Les jeunes Maoris ont plus de chances d'être provisoirement et définitivement renvoyés de l'école, ce qui fait baisser leur niveau scolaire et augmenter la probabilité de délinquance juvénile. Les taux de chômage des Maoris sont nettement plus élevés que ceux des non-Maoris, et leurs revenus considérablement plus faibles. Les Maoris sont plus susceptibles de demander des aides de l'État et de dépendre des allocations. Beaucoup de Maoris sont mal logés et ont un état de santé physique et mentale moins bon que les non-Maoris. La situation défavorable et les inégalités dont souffrent les Maoris sont particulièrement manifestes dans le système de justice pénale. Les Maoris sont sur-représentés à la fois comme victimes et comme auteurs d'infractions, et, alors qu'ils représentent 15% de la population de la Nouvelle-Zélande, ils représentent plus de 50% de la population carcérale. La vie de beaucoup de trop de Maoris rime avec chômage, maladie, troubles psychiques, pauvreté et prison. Bien que la place et la légitimité de la culture maorie dans la société néo-zélandaise aient été considérablement mises en valeur depuis les années 70, s'accompagnant d'un plus grand respect pour notre culture et notre langue, la renaissance maorie a beaucoup moins bien réussi à réduire les nombreuses autres inégalités sociales.

La recherche sociologique peut jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de traiter ces questions cruciales. Le pouvoir de la recherche est particulièrement manifeste dans les projets où les membres d'une équipe mettent à profit leurs

multiples traditions de recherche et où les conclusions bénéficient d'une large diffusion. Il ne s'agit pas ici d'éluder les questions de pouvoir. Tout travail de recherche est soumis à la dynamique du pouvoir (et de l'absence de pouvoir). Les relations de pouvoir se retrouvent d'un bout à l'autre du processus de recherche, depuis l'investissement initial jusqu'à l'élaboration, l'engagement du participant, la mise en œuvre et la diffusion. Cependant, axer ses recherches sur la justice sociale met en lumière les défis et les opportunités que les chercheurs et les participants à la recherche sont susceptibles de rencontrer.

Pour conclure, je voudrais me pencher plus particulièrement sur les questions interculturelles dans le milieu de la recherche consacrée aux Maoris. Dans le contexte actuel, on trouve des recherches menées de bout en bout par des Maoris, mais des chercheurs non maoris peuvent jouer un rôle crucial, en particulier lorsqu'ils sont prêts à sortir du carcan de la recherche traditionnelle et à travailler dans un contexte spécifiquement maori. Jusqu'à récemment, les communautés maories n'ont pas bénéficié des courants dominants de la recherche, qui ont généralement eu une optique déformante de la réalité. Aujourd'hui, ces mêmes communautés reconnaissent souvent les avantages à mener une recherche multi-culturelle en collaboration, bien qu'il y en ait d'autres qui insistent pour que la recherche consacrée aux Maoris soit réalisée par les Maoris et pour les Maoris. Ceux qui font partie de groupes opprimés ont dû toute leur vie étudier les groupes dominants sans avoir conscience de cette domination afin d'apprendre à s'en sortir et à naviguer au sein des espaces dominants. Par le biais de notre collaboration, nous pouvons faire en sorte que des chercheurs non autochtones en sachent plus sur nous-mêmes mais aussi et surtout, en sachent peut-être plus sur eux-mêmes. ■

> La « nouvelle pauvreté » en Arménie postsoviétique

Gevorg Poghosyan, directeur de l'Institut de Philosophie, de Sociologie et de Droit de l'Académie nationale des sciences d'Arménie, et président de l'Association arménienne de sociologie

Les transformations sociales de la fin du XX^e siècle qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, ont marqué le début d'une nouvelle ère. Les pays de l'ancien bloc soviétique engagés dans le processus de modernisation sociale ont connu de sérieux problèmes de développement. Le « contrecoup de la modernisation » et la désindustrialisation représentent une étape commune du développement post-soviétique. Le problème réside dans le fait d'exclure les phénomènes ethno-culturels des modèles de modernisation.

Dans le cas de l'Arménie, le « contrecoup de la modernisation » a entraîné une grave désindustrialisation, ramenant le pays vers des formes d'activités économiques archaïques, en particulier dans l'agriculture (Poghosyan 2005). Les privatisations de l'ère post-soviétique ont eu pour résultat de concentrer la propriété entre les mains d'une petite minorité de propriétaires privés, entraînant une extrême pauvreté et le sous-développement des classes moyennes (Poghosyan 2003).

La transformation, encore inachevée, de la structure de la société arménienne moderne a entraîné des changements spectaculaires. À partir d'une enquête sociologique menée à l'échelle nationale, nous avons élaboré le modèle suivant (Poghosyan 2003) :

- **La strate supérieure** : élites politiques et économiques, grands pro-

priétaires, oligarques (5-7% de la population) ;

- **La strate intermédiaire** : petits hommes d'affaires et entrepreneurs, cadres et professions libérales à hauts revenus, fonctionnaires et cadres de l'État (10-12%) ;

- **La strate majoritaire** : employés de bureau, employés des services publics, paysans, intellectuels, retraités, commerçants et chômeurs temporaires (65%) ;

- **Le bas de l'échelle sociale** : sans-abri, chômeurs de longue durée, prostituées, « perdants » de la société (15%).

La société arménienne est devenue une société « à plusieurs niveaux », avec des écarts grandissants entre les niveaux de vie des différentes couches sociales. La marginalisation de vastes secteurs de la population est en train de s'opérer, notamment en raison du chômage. Ce que j'ai caractérisé comme la « nouvelle pauvreté » est le résultat des réformes mises en œuvre et de la destruction de l'ancien système économique, et non le constat d'une soi-disant désorganisation culturelle de la société héritée du passé. Ce type de pauvreté n'existait pas à l'époque soviétique.

Qui plus est, cette « nouvelle pauvreté » n'a rien à voir avec la pauvreté massive qu'on trouve dans les pays du tiers-monde, pays où la pauvreté se caractérise par la misère, l'illettrisme, des

taux de mortalité infantile élevés et des services sanitaires de mauvaise qualité. Aucune de ces caractéristiques n'appartient au phénomène de la « nouvelle pauvreté » postsoviétique, qui touche une population dont le niveau d'instruction est élevé et qui bénéficie d'un solide système de santé et de bonnes conditions de vie. La « nouvelle pauvreté » touche des personnes qui étaient plutôt satisfaites dans le passé – ouvriers, employés de bureau, intelligentsia, retraités et femmes au foyer. Cette « nouvelle pauvreté » est désormais visible dans certains pays de l'Union européenne et aux États-Unis, suite à la crise financière internationale.

Les stratégies habituellement mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté, basées sur la situation des pays du tiers-monde, ne sont généralement pas adaptées dans ces cas-là. Pour lutter contre cette nouvelle pauvreté, de nouveaux concepts et de nouvelles stratégies sont nécessaires, qui tiennent compte des particularités ethno-culturelles de chaque pays. Dans le cas de l'Arménie, avec sa population instruite et économiquement active, et l'important potentiel d'investissement de la diaspora arménienne, la solution pourrait résider dans le rapide développement de petites et moyennes entreprises. ■

Références

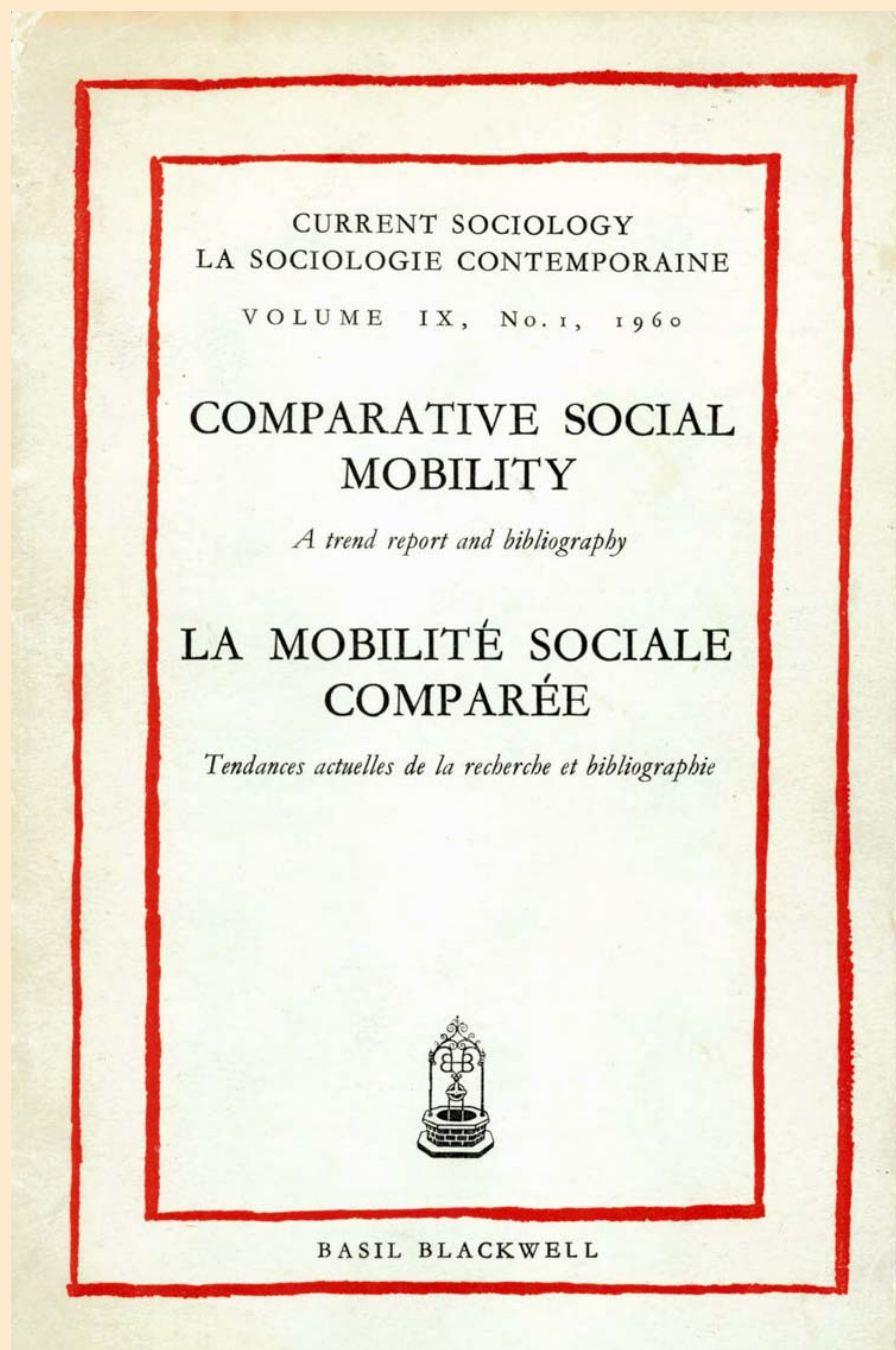
Poghosyan, G. 2003 *La société arménienne en phase de transformation*. Erevan, Arménie : Lusabats [en russe].

_____. 2005 *La société arménienne actuelle : Les particularités de sa transformation*. Moscou : Academia [en russe].

> La vitalité de *Current Sociology*

Jennifer Platt, Université du Sussex (Royaume-Uni), Vice-Présidente des Publications de l'ISA (2010-2014), et Eloísa Martín, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil), rédactrice en chef de *Current Sociology*

Un numéro de *Current Sociology* daté de 1960, aujourd'hui encore abondamment cité.



Current Sociology [*La Sociologie contemporaine*] est l'une des plus anciennes revues de sociologie : elle célèbre cette année son 60^e anniversaire. Son évolution en dit long sur celle de la sociologie au niveau international depuis les années 50. L'ISA a été fondée à la demande de l'UNESCO, et la revue était donc au départ une publication de l'UNESCO ; lorsque Tom Bottomore est devenu le secrétaire exécutif de l'ISA en 1957, il en a repris la direction. (En 1973, Margaret Archer est devenue la première rédactrice en chef à ne pas remplir d'autres fonctions au sein de l'ISA.) La mission première de la revue était de favoriser la communication internationale en présentant une bibliographie générale des publications récentes en sociologie ; la discipline était encore suffisamment restreinte pour que cela soit praticable. Parmi les rubriques sous lesquelles les publications étaient classées dans la bibliographie, on trouvait par exemple la rubrique « Sociologie des peuples primitifs et sous-développés », reflétant à la fois les priorités de l'action de l'UNESCO et l'approche théorique « comparative » alors en cours, qui opposait les sociétés non industrialisées et les sociétés industrielles.

Rapidement, cependant, l'accent principal a été mis sur la bibliographie de domaines de recherche spécifiques, tels que la sociologie des religions, des sciences, de la politique ou de l'éducation, incluant les tendances actuelles de la recherche dans chacun de ces domaines, souvent sous la plume des auteurs les plus réputés du moment. Ces comptes rendus constituaient une ressource précieuse et reconnue. Le plus célèbre a sans doute été *Comparative Social Mobility* en 1960, dans lequel S. M. Miller comparait les résultats des études sur la mobilité sociale réalisées jusque-là et en tirait des conclusions générales. Il est cité 253 fois sur Google Scholar, y compris à des dates récentes.

En 1963, des numéros regroupant des articles liés entre eux, issus des Comités de Recherche, ont été introduits, le premier étant consacré à la sociologie de la famille ; dans les années 90, ces numéros ont été distingués des autres sous le titre *Current Sociology Monographs*. Dès le début, certains des numéros ont été limités à une zone géographique, quoique les titres ne permettent pas toujours de déterminer si la zone s'applique au sujet, ou simplement au pays où le travail de recherche en question a été mené ; au fil des années, des numéros consacrés à des sociologies nationales ont également été publiés : *Scandinavian Sociology* (1977), *Anglo-Canadian Sociology* (1986), etc. Enfin, en 1997, il a été décidé que le modèle consistant à rendre compte des tendances actuelles de la recherche ne correspondait plus aux besoins actuels, étant donné les nombreuses autres sources d'information disponibles. Sous la direc-

tion de Susan McDaniel, la revue a donc été relancée sur le modèle plus conventionnel d'une revue à comité de lecture, centrée sur les nouvelles tendances et controverses concernant l'enquête sociologique – tout en continuant à analyser les évolutions internationales, soit dans des domaines et sur des concepts essentiels, soit sur le plan théorique et méthodologique, et à s'adresser au plus grand nombre de sociologues à travers le monde.

Dennis Smith, rédacteur en chef de la revue entre 2002 et 2010, a poursuivi l'initiative pionnière de Susan. Tout au long de ces huit années, il a incontestablement imprimé sa marque personnelle à la revue, ouvrant de nouvelles perspectives permettant de répondre aux besoins des chercheurs. Sous sa direction, la revue a été indexée par l'ISI, où elle figure désormais en bonne place. De plus, grâce à sa capacité à interpréter les enjeux sociologiques prioritaires exprimés de manière implicite dans les travaux qui lui étaient soumis, Dennis a contribué à créer un espace où ces travaux et ces priorités pouvaient faire l'objet d'un débat critique. Pour ce faire, on organisa notamment des dialogues, donnant ainsi la possibilité aux auteurs et aux critiques de débattre sur de nombreux sujets différents.

Current Sociology a jusqu'à présent toujours reçu des contributions dans les trois langues officielles de l'ISA que sont l'anglais, le français et l'espagnol, mais désormais, grâce à une initiative du Comité des Publications, la revue accepte des contributions dans pratiquement toutes les langues, afin

de permettre à des chercheurs qui ont des difficultés pour écrire en anglais de pouvoir être publiés. Pour les chercheurs qui travaillent en dehors du monde anglophone – en particulier ceux qui vivent dans des pays de la périphérie –, cela représente une occasion exceptionnelle de partager les résultats de leurs recherches avec leurs collègues du monde entier. En 2010, Eloísa Martín a repris la direction de la revue. Pour la première fois, la revue allait être dirigée par une universitaire non anglophone provenant d'un établissement universitaire de la périphérie. Ceci reflète les changements dans la composition des membres de l'ISA, qui s'étend à tous les pays, et crée également de nouveaux défis pour l'avenir de la revue.

De nos jours, les universités du monde entier semblent avoir en commun la même préoccupation et le même grief : *publish or perish* [« publier ou disparaître »]. À la fois le financement, l'approbation et le prestige d'un projet dépendent en premier lieu du nombre de publications de son auteur, mais aussi du classement des revues dans lesquelles sont publiés ces travaux. Dans ce contexte – et malgré lui –, *Current Sociology* voudrait insister sur la tradition du dialogue, où des réflexions peuvent être mises à la disposition de tous les sociologues pour qu'ils puissent débattre, critiquer et apporter des améliorations, et où la lecture attentive par d'autres sociologues constitue un lieu d'échanges. À travers de tels dialogues, de nouveaux outils heuristiques peuvent être trouvés afin de réfléchir sur nos diverses réalités locales, tout en considérant la sociologie comme un projet dont la portée est nécessairement mondiale. ■

> La salle de classe de l'ère globale

Larissa Titarenko, Université d'État de Biélorussie, Minsk (Biélorussie), et Craig B. Little, Université d'État de New York à Cortland (États-Unis)



Les professeurs Larissa Titarenko et Craig Little, initiateurs d'une nouvelle forme d'enseignement international en collaboration.

La nouvelle société de la connaissance repose largement sur les TIC (Technologies de l'information et de la communication). Partout dans le monde, les nouvelles TIC rendent nos vies plus compliquées, mais nous offrent aussi des opportunités illimitées. Dans le domaine de l'enseignement, les TIC nous permettent de distribuer dans le monde entier des livres électroniques et d'autres textes, et d'enseigner en ligne. Dans la sphère publique, les TIC permettent de transmettre des informations par l'intermédiaire de forums et de réseaux sociaux, indépendamment de sa situation géographique.

Dans une classe virtuelle, les étudiants sont physiquement séparés, mais ils sont symboliquement reliés en participant aux mêmes activités pratiques, en apprenant les mêmes choses et en échangeant leurs vues de façon ouverte. À la différence de la classe traditionnelle, une

classe virtuelle permet aux étudiants de se connecter et se déconnecter à tout moment, 24h/24 et 7j/7, tout en conservant le sentiment d'être unis à travers le cyberspace dans une entreprise commune et partagée.

> Collaborer en ligne

Dans l'enseignement, les outils Internet sont généralement utilisés à des fins traditionnelles – pour apprendre à des étudiants où trouver des informations utiles, comment les utiliser de manière adéquate, comment faire des recherches de manière efficace, etc. Dans le cas de l'enseignement à distance, en particulier dans le domaine des sciences sociales, les outils électroniques disponibles en ligne permettent aux étudiants de participer activement à leurs études même lorsqu'ils ne sont pas physiquement à proximité d'un établissement universitaire ou proches les uns des autres. L'enseignement à distance est une manière d'enseigner à

>>

des étudiants de villes, de villages, de régions et même de pays différents, tous ensemble, comme s'ils suivaient des cours dans le cadre d'une classe physique unique. Une salle de classe virtuelle est par conséquent invisible, mais très réelle. Les étudiants qui y participent s'encouragent les uns les autres en maintenant un contact intellectuel, en débattant de différentes questions, en échangeant leurs points de vue, en réalisant des travaux collectifs, etc.

Dans les deux cas – dans les salles de classe traditionnelles et dans les nouvelles salles de classe créées grâce aux TIC –, les étudiants et les enseignants peuvent participer à l'acquisition des connaissances. Dans la nouvelle classe équipée des TIC, les étudiants se sentent liés au processus d'apprentissage, ils peuvent apporter leurs propres idées et, par conséquent, leurs connaissances deviennent personnelles, ou plutôt, interpersonnelles (inter-subjectives) : ils les tirent non pas seulement des livres qu'ils lisent, mais aussi de la communication qu'ils établissent entre eux par le biais d'une interaction en ligne. Dans la mesure où ils ne voient pas leur enseignant à proximité, ils ont le sentiment d'une indépendance d'esprit plus grande et s'expriment souvent plus librement.

Ainsi, l'un des avantages des nouvelles TIC, telles qu'elles sont utilisées dans l'enseignement supérieur, est la possibilité de créer des environnements d'apprentissage international, en ligne et en collaboration, d'étudiants et de professeurs organisés en réseaux à l'échelle globale. Dans une classe virtuelle, les étudiants de différentes universités et de différents pays peuvent étudier un sujet ensemble tout en communiquant entre eux grâce aux technologies de l'Internet. Dans une classe à distance, les étudiants sont encouragés à engager un dialogue entre eux, autant qu'ils le souhaitent. Ils font également des devoirs (généralement dans l'objectif de contrôler leur connaissance des textes au programme), qu'ils soumettent au moyen du *learning management system* (LMS, plateforme de formation à distance) choisi. Dans une classe de formation internationale à distance, la charge de travail est assez lourde – à la fois pour les étudiants et les professeurs –, mais la motivation des étudiants est accrue par la possibilité de travailler à leur rythme, le sentiment d'être personnellement responsables de leurs résultats, et l'enthousiasme que suscite le fait d'acquérir des connaissances sur, mais aussi avec, leurs camarades étudiants présents dans d'autres pays. Pour les enseignants, aider leurs étudiants à apprendre de leurs camarades de l'étranger et avec eux, est une récompense très gratifiante. Le dialogue en ligne n'est que l'un des nombreux travaux habituellement requis des étudiants, mais sans doute le plus intéressant pour eux, en tant que citoyens d'une société globale basée sur la connaissance et en constante évolution.

Notre expérience personnelle dans la formation internationale à distance s'étale sur les dix dernières années, au cours desquelles nous avons organisé ce type de cours à six reprises. Les réactions des étudiants ont toujours été plus positives que pour un cours traditionnel sur le même sujet (le contrôle social), qui était régulièrement enseigné à l'Université d'État de New York (SUNY Cortland). Les deux enseignants de cette classe virtuelle – le professeur Craig Little,

des États-Unis, et la professeure Larissa Titarenko, de Biélorussie – se sont rencontrés pour la première fois en Bulgarie en 2001, à l'occasion de la conférence internationale de l'Alliance des Universités pour la Démocratie (AUDEM). Nous avons tous deux été impressionnés par les nouvelles technologies de l'Internet présentées au cours de la conférence. Nous avons immédiatement décidé de travailler en collaboration pour organiser une formation internationale à distance, afin d'élargir les horizons de nos étudiants dans le domaine de la sociologie, de la communication interculturelle et des méthodes d'analyse comparative. À chaque fois que ce cours a été enseigné, entre 18 et 25 étudiants l'ont suivi, pour la plupart des étudiants en sociologie. Ce cours a été donné plusieurs fois avec la participation de trois universités, dont l'Université d'État de Moscou (avec la professeure Mira Bergelson) et souvent avec des étudiants de l'Université Griffith (Brisbane, Australie), où le professeur Craig Little avait enseigné quelques années plus tôt.¹

> Apprendre à être des citoyens dans un monde globalisé

Ainsi, quand nous parlons de salle de classe virtuelle internationale, nous entendons par là une classe unique, constituée d'étudiants de différents pays : dans notre cas, des États-Unis, de Biélorussie, d'Australie et de Russie. Environ deux tiers de la classe étaient des étudiants de pays où l'anglais est la langue maternelle. Pour un groupe plus réduit d'étudiants biélorusses, le fait de participer à ce cours virtuel constituait un triple défi : suivre un cours enseigné en anglais, aborder une nouvelle branche de la sociologie (le contrôle social) qui n'est pas enseignée à l'Université d'État de Biélorussie, et apprendre dans le cadre d'une salle de classe virtuelle internationale qui met en avant un type d'enseignement axé sur l'apprenant. Pour la plupart d'entre eux, les étudiants biélorusses n'étaient jamais allés à l'étranger, ce qui fait qu'ils ont acquis une connaissance irremplaçable de la culture des jeunes de pays dans lesquels ils n'iraient peut-être jamais. Mais comme de leur côté, la plupart des étudiants nord-américains et australiens n'avaient jamais été en Biélorussie ou dans un quelconque autre pays postcommuniste (une majorité d'entre eux n'étaient jamais allés en Europe non plus), pour eux, l'intérêt de ce cours était double.

Dans nos classes virtuelles en ligne, les étudiants ont étudié à partir de trois manuels spécialisés, de mini-conférences délivrées en ligne par les professeurs et de travaux complémentaires basés sur des articles électroniques. Un débat mené par les étudiants eux-mêmes consistait à se poser des questions les uns aux autres, à débattre de sujets communs mis en avant à la suite de leurs lectures et aussi d'événements d'actualité dans le monde, le tout contribuant ainsi à mieux leur faire comprendre les cultures et les contextes historiques d'autres pays et la variété des approches existant dans le monde sur le thème du contrôle social.

Nous avons donné ce cours virtuel à plusieurs reprises, avec un succès renouvelé. À la fin, tous les étudiants confirmaient avoir beaucoup appris des livres et, surtout, de leurs contacts personnels en ligne. Dans leurs évalua-

tions des enseignements, ils ont déclaré avoir reçu des informations privilégiées de première main sur chacun des pays, avoir pu poser des questions librement, et n'avoir pas été confrontés à des problèmes courants tels que la pression liée au temps en fin de cours, le fait d'être intimidé par un enseignant physiquement présent, ou le manque de temps pour communiquer.²

> Motiver les étudiants

Nous tirons essentiellement notre philosophie pédagogique de l'approche centrée sur l'apprenant de Dewey. Nos étudiants ont été encouragés à débattre en ligne sur de nombreuses situations pratiques, telles que les mesures visant à assurer le respect de la loi, les affaires pénales, les différentes approches concernant la peine, la violation de certains droits, etc. Ils ont généralement traité d'une situation « telle qu'elle est » et ont essayé de comprendre par exemple quelles étaient les solutions possibles et pourquoi une solution donnée était appliquée dans un pays donné. L'idée n'était pas de choisir une quelconque décision considérée comme « meilleure », mais de laisser les étudiants participer activement au processus de discussion, de leur permettre d'être créatifs dans leurs arguments et dans les comparaisons qu'ils établissaient entre les différentes approches. Par exemple, lorsqu'ils apprenaient les différents systèmes de contrôle social dans des pays comme la Russie, les États-Unis, la Suède ou l'Australie, ils avaient la possibilité de comparer l'efficacité de différents systèmes sur la base de statistiques de la criminalité, du coût pour la société d'approches alternatives de la peine, des taux de récidivisme, etc. Nous avons également comparé les systèmes de contrôle social à trois périodes historiques : pré-moderne, moderne et post-moderne. L'ensemble des étudiants devaient lire trois manuels puis rendre compte en ligne de leur état d'avancement, en faisant des exercices courts, mais réguliers, en rédigeant des articles, en participant à des activités de groupe et aux débats menés par les étudiants eux-mêmes en ligne. Notre plateforme d'apprentissage a été au départ fournie par SUNY Learning Network et est désormais un simple *Blackboard Learning Management System* standard, assuré par SUNY Cortland.

Pour tous les étudiants, cette expérience a été une expérience irremplaçable, mais les résultats les plus importants ont sans doute concerné les étudiants biélorusses. Dans un contexte de crise économique et politique qui se dégrade et d'accès limité aux travaux scientifiques publiés en anglais, le cours à distance offre aux jeunes une excellente occasion d'apprendre comme leurs camarades de classe occidentaux. Nous pensons que l'usage que nous avons fait des TIC a permis, ne serait-ce qu'en partie, de dépasser la dichotomie centre-périphérie, dans la mesure où tous les étudiants abordaient leur travail et leurs débats dans un véritable esprit égalitaire, ce que nous avons explicitement encouragé. En ce qui concerne la dichotomie Est-Ouest, nous pensons également avoir aidé nos étudiants à dépasser les frontières et les stéréotypes. Nous avons utilisé des manuels occidentaux, mais des sources d'information complémentaires provenaient dans beaucoup de cas de Biélorussie ou d'autres pays dans le monde. Les étudiants ont pu apporter des arguments issus de quelque théorie que ce soit et défendre quelque position que ce soit du moment que le respect mutuel était assuré. De ce point de vue, cette expérience d'enseignement international à distance et en collaboration a également représenté une leçon en matière de démocratie et de droits de l'homme.

En résumé, notre expérience de l'enseignement international en ligne et en collaboration a confirmé l'immense potentiel que représentent les TIC si elles sont utilisées de manière appropriée dans l'enseignement supérieur, en particulier pour des étudiants de zones et de pays géographiquement et politiquement isolés. Cela a été un moyen d'approfondir les connaissances, l'expérience et la vision du monde des étudiants, et par conséquent, d'augmenter leur capital humain personnel. ■

¹ Pour une description plus détaillée de la classe, cf. Craig B. Little, Larissa Titarenko and Mira Bergelson (2005), "Creating a Successful International Distance Learning Classroom." *Teaching Sociology* 33(4): 355-370.

² Pour en savoir plus sur les ressources disponibles pour préparer et mettre en pratique une classe internationale d'enseignement à distance, consultez le site web de Collaborative Online International Learning (COIL) sur <http://coilcenter.purchase.edu>. Pour des questions d'ordre plus technique, contactez Craig Little à l'adresse Craig.Little@cortland.edu

> Partialité à l'égard des Associations Nationales : Les règles électorales de l'ISA doivent changer

Roberto Cipriani, Université Roma Tre (Italie), Président du Conseil des Associations Nationales de l'Association Européenne de Sociologie

L'ISA a franchi un pas important en décidant, pour la première fois au Congrès mondial de 2002 à Brisbane, d'élire un Vice-Président pour les Associations Nationales. Mais les règles de procédure ont été arrêtées quelque peu hâtivement. L'intention était bien sûr de pourvoir immédiatement le poste. Au lieu de reporter le vote au Congrès suivant (à Durban), l'Indienne Sujata Patel a été élue première Vice-Présidente pour les Associations Nationales ; lui ont succédé l'Anglais basé aux États-Unis, Michael Burawoy, en 2006 à Durban, puis la Sud-Africaine Tina Uys, en 2010 à Göteborg. Les trois sociologues élus à ce jour ont tous été à la hauteur de leur tâche et réalisé un excellent travail.

Leur élection a été le fait d'un large électorat, l'Assemblée des Conseils, qui réunit le Conseil des Associations Nationales (CAN), composé d'un représentant pour chacune des Associations Nationales, et le Conseil de la Recherche (CR), composé d'un représentant pour chacun des Comités de Recherche. Actuellement, les Associations Nationales et les Comités de Recherche sont en nombre égal (55). Dans la mesure où le nombre des Comités de Recherche qui assistent aux Congrès mondiaux de l'ISA (au cours desquels ont lieu les votes) est beaucoup plus important que celui des Associations Nationales, il en résulte un déséquilibre fondamental. Ainsi, si l'on examine les chiffres pour les cinq dernières élections, on constate que l'électorat était divisé comme suit : Göteborg 2010 (43CAN + 47CR) ; Durban 2006 (35CAN + 45CR) ; Brisbane 2002 (30CAN + 44CR) ; Montréal 1998 (38CAN + 41CR) ; Bielefeld 1994 (43CAN + 46CR). Les Comités de Recherche peuvent par conséquent avoir une voix décisive dans l'élection du Vice-Président pour les Associations Nationales, tandis que les Associations Nationales n'ont pas la même influence sur l'élection du Vice-Président pour la Recherche.

Par ailleurs, n'oublions pas que pendant les quatre années qui s'écoulent entre deux Congrès, les Présidents pour les Associations Nationales changent souvent plus d'une fois, tandis que le mandat d'un Président de Comité de Recherche, étant généralement d'une durée de quatre ans, offre une stabilité et une continuité plus grandes. Ceci permet aux Présidents des Comités de Recherche de mieux se connaître entre eux, de renforcer par conséquent leurs liens mutuels, et de faciliter ainsi les collaborations. Parallèlement, les Associations Nationales sont sujettes à des changements fréquents, tant et si bien que les membres présents au Forum inter-Congrès (qui devrait aider à nouer des relations plus étroites) ne sont souvent pas les mêmes que ceux qui se retrouvent pour voter au moment du Congrès.

Ceci explique que le candidat à la vice-présidence pour les Associations Nationales, même lorsqu'il bénéficie du soutien des Associations Nationales, peut être mis en minorité par le candidat des Comités de Recherche, ce qui fait qu'en fin de compte, ces derniers finissent par élire non seulement le Vice-Président pour la Recherche mais aussi celui pour les Associations Nationales.

Il serait par conséquent plus approprié et plus démocratique de permettre aux Associations Nationales de voter seules pour leur Vice-Président, et aux Comités de Recherche de voter seuls pour le leur. La nature unitaire de l'Association Internationale de Sociologie est largement assurée lorsque tous les représentants votent pour leur Président et pour les trois autres Vice-Présidents (aux Finances, aux Publications et au Programme). Dans ce sens, il serait particulièrement utile de changer les modalités d'élection des Vice-Présidents pour les Associations Nationales et la Recherche. ■

> Notre équipe éditoriale au Japon

Nous souhaitons présenter ici l'équipe de collaborateurs enthousiastes qui assurent la traduction et la mise en page de l'édition en japonais de *Dialogue Global*.

C'est avec beaucoup de plaisir et d'enthousiasme que nous nous présentons auprès des lecteurs de *Dialogue Global* dans le monde. Nous voudrions exprimer notre reconnaissance à M. Burawoy et à tous les collaborateurs de cette publication, pour nous avoir permis de partager leurs expériences diverses sur de nombreux problèmes pressants dans le monde. Nous nous réjouissons à l'idée de vous accueillir en 2014 pour le Congrès mondial de sociologie organisé par l'ISA à Yokohama et de partager à notre tour nos expériences pour redonner vie au Japon !



Mari SHIBA (éditrice en chef), titulaire d'un master en Éducation de l'Université de Boston, a enseigné à Boston auprès d'enfants issus de différents milieux. Actuellement doctorante en Sociologie à l'Université de Nagoya, elle est membre du CR31 (Sociologie des Migrations). Ses recherches portent essentiellement sur les adoptions internationales aux États-Unis et en Suède.



Yutaka IWADATE, doctorant à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Hitotsubashi à Tokyo, a réalisé des recherches sur le terrain au sujet des espaces sociaux créés au quotidien par de jeunes travailleurs qui luttent dans un contexte (post-)libéral urbain.



Kazuhisa NISHIHARA (supervision éditoriale), professeur de sociologie à l'Univ. de Nagoya et Président de la Société Japonaise de Théorie Sociologique. Spécialisé dans la théorie sociologique (sociologie phénoménologique de la mondialisation et du transnationalisme), il s'intéresse actuellement aux migrations en Asie de l'Est, en particulier aux travailleurs étrangers dans le secteur de l'agriculture au Japon.



Michiko SAMBE, titulaire d'une licence de l'Université des Études Étrangères de Tokyo, aspire à un doctorat à l'Université Ochanomizu, où elle a obtenu son master en Sciences Sociales. Ses recherches portent sur les relations entre les minorités sexuelles et leurs parents hétérosexuels au Japon.



Yu FUKUDA, doctorant à l'École de Sociologie de l'Université Kwansei Gakuin, est spécialisé dans la sociologie des religions et les études portant sur la mémoire collective. Il a réalisé des travaux de terrain sur les rituels pratiqués après une catastrophe, comme les cérémonies d'hommage pour les victimes de la bombe atomique ou d'un séisme.



Takako SATO, titulaire d'une licence d'Études sur la Paix internationale et d'espagnol de l'Université du Wisconsin-Superior, est actuellement doctorante en sociologie à l'Université de Hokkaido. Elle a fait des recherches sur la politique des États-Unis en matière d'immigration et les réseaux sociaux en relation avec les immigrés sans papiers.



Kosuke HIMENO, doctorant à l'Université de Tokyo, étudie la sociologie rurale et réalise des recherches sur le terrain pour préserver les villages dépeuplés des campagnes et leurs cultures dans la préfecture de Nagano. Il se sent très honoré de faire partie de l'équipe de traduction de *Dialogue Global* en japonais !



Yoshiya SHIOTANI, titulaire d'un doctorat, étudie la stratification et les inégalités sociales à l'Université de Tohoku. Il a récemment réalisé un sondage sociologique auprès des victimes du Grand Séisme de l'est du Japon. Il analyse le rapport entre le fait, pour les victimes, de recevoir ou d'apporter leur soutien social, et leur santé mentale.



Kazuhiro IKEDA, titulaire d'un doctorat en Sociologie de l'Université de Tokyo (2005), est actuellement chercheur post-doc à l'Université de Sophia à Tokyo. Il est membre du projet de recherche international *Comparing Climate Change Policy Network* (COMPON) ainsi que du CR24 (« Environnement et Société »).



Tomohiro TAKAMI, doctorant au Département de Sociologie de l'Université de Tokyo, est chercheur associé au sein de la Société Japonaise pour la Promotion de la Science. Ses recherches portent essentiellement sur l'autonomie des travailleurs, et plus particulièrement sur le problème des longues journées de travail au Japon.

> Disparition de John Rex à l'âge de 86 ans

Sally Tomlinson, Université d'Oxford (Royaume-Uni), et Robert Moore, Université de Liverpool (Royaume-Uni)



John Rex, un pionnier dans le domaine de la théorie sociale et des relations interraciales.

C'est le souvenir que l'on gardera de John Rex, décédé le 18 décembre 2011 : celui d'un homme passionné et énergique et d'un intellectuel de premier plan qui a porté l'étude de la sociologie à de nouveaux sommets d'érudition. Né à Port Elizabeth, en Afrique du Sud, il a 18 ans lorsqu'il s'engage dans la Royal Navy pendant la Seconde Guerre mondiale. De retour en Afrique du Sud, et profondément sensible à l'injustice de l'apartheid, il commence par étudier la théologie, avant de passer à la sociologie et la philosophie. Il enseigne brièvement dans une université de l'ancienne Rhodésie avant d'être renvoyé comme « indésirable » – euphémisme employé pour désigner les supporters du mouvement anti-apartheid. Il obtient son doctorat à l'Université de Leeds, où il enseigne jusqu'en 1962, puis enseigne à l'Université de Birmingham pendant deux ans avant de fonder deux départements de sociologie qui connaîtront le succès, à l'Université de Durham en 1964 puis à l'Université de Warwick en 1970. Il est le fondateur et directeur de l'Unité de recherche sur

les relations ethniques du *British Social Science Research Council* à l'Université de Aston entre 1979 et 1984, après quoi il retourne à Warwick. En dehors de ses fonctions en qualité de professeur invité à Toronto, au Cap et à New York, il a conservé à Warwick son poste de Professeur, puis de Professeur Émérite, jusqu'au moment de sa maladie.

La passion de John pour la théorie sociologique est à l'origine de son ouvrage désormais classique *Key Problems in Sociological Theory*, qui a permis de libérer la sociologie de sa dépendance à l'égard du fonctionnalisme parsonien et a éveillé chez de nombreux étudiants un intérêt durable pour les textes classiques de la sociologie. Au centre de la pensée de John, on trouve les écrits de Marx, Durkheim, Simmel, et surtout Max Weber. Il a renouvelé l'intérêt pour la théorie du conflit, persuadé comme il l'était que les conflits de valeurs et d'intérêts sont la norme, et écrit en 1981 un ouvrage intitulé *Social Conflict*. Il comprenait comment le pouvoir et les forces coercitives fonctionnent au sein de la société mais, même s'il s'est à un moment donné présenté comme un possible candidat travailliste au Parlement britannique, il estima que le travail des spécialistes en sciences sociales consistait à analyser et à expliquer plutôt qu'à prendre des positions politiques concrètes.

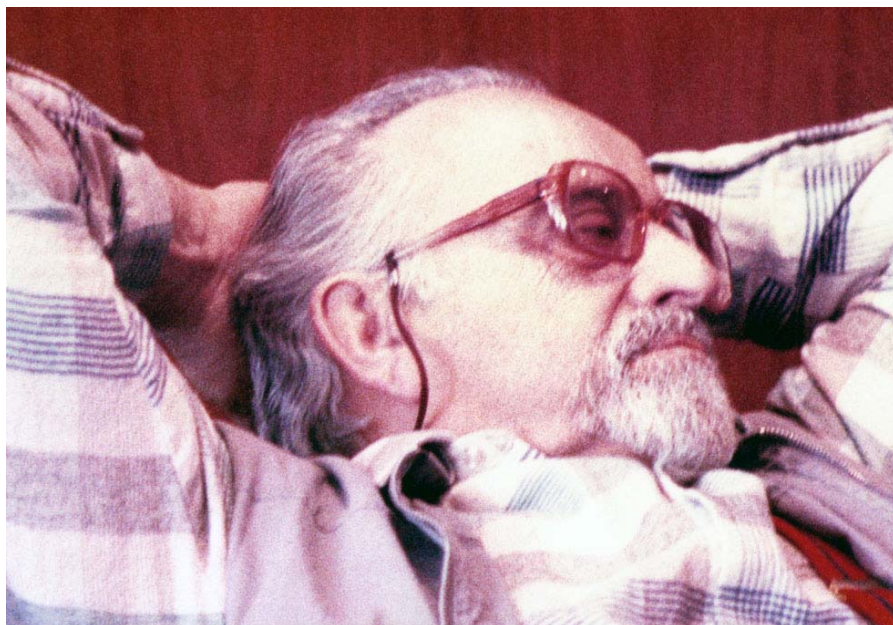
Son intérêt pour la science n'excluait pas une profonde colère face à la discrimination et au racisme exercés à l'encontre des immigrés des anciennes colonies qui étaient arrivés en Grande-Bretagne dans les années 50. Il faisait partie du Comité international d'experts de l'UNESCO sur le racisme et les préjugés raciaux, lesquels affirmaient clairement dans leur déclaration de 1967 que « les problèmes issus de ce qu'on appelle les relations "interraciales" sont à l'origine sociaux et non biologiques » – une idée inédite à l'époque !

Il a été pendant huit ans Président du Comité de Recherche de l'ISA sur les Relations ethniques et interraciales. En 1964, avec Robert Moore, il engage à Sparkbrook (Birmingham) un travail qui a donné son ouvrage le plus connu, *Race, Community and Conflict* (Rex et Moore, 1967), puis revient en 1974 se consacrer à la recherche à Handsworth (Birmingham), à l'origine de *Colonial Immigrants in a British City: a Class Analysis* (Rex et Tomlinson, 1979).

John était un homme de convictions et pouvait parfois se montrer intransigeant dans les débats. Il agaçait certains de ses collègues qui étaient en désaccord avec lui, et d'ailleurs aimait souvent provoquer ceux dont il considérait les opinions superficielles. Mais ses opinions étaient toujours respectées, et en tant que personne, il inspirait une véritable affection. Depuis son décès, de nombreux hommages lui ont été consacrés, de la part d'anciens étudiants et collègues, pour dire qu'il « avait changé [leur] vie », son œuvre ayant eu une influence considérable sur des milliers de personnes dans le monde. Sa dernière contribution écrite a été un chapitre inclus dans le livre publié en 2010 sur Wilhelm Baldamus, professeur de sociologie à Birmingham dans les années 70. John y écrivait que « Baldamus était une personne exceptionnelle [...] il ne souscrivait pas aux changements de tendance de la pensée et de la pratique sociologiques [...] c'était un homme qui avait le courage de ses convictions et qui ne revenait pas dessus quand il faisait face à des amis et des collègues. » Cette description pourrait bien s'appliquer à lui-même. En 2010, il a reçu de l'Association Britannique de Sociologie un prix pour l'ensemble de sa carrière. Il manquera profondément à sa famille, ses amis et ses collègues. ■

> Kurt Jonassohn, 1920-2011

Céline Saint-Pierre, Université du Québec à Montréal, Secrétaire Exécutive de l'ISA (1974-1979) et membre du Comité Exécutif de l'ISA (1986-1990)



Kurt Jonassohn, fidèle collaborateur de l'ISA.

cotisations des membres et des publications de l'ISA. En dépit de finances qui ont connu des hauts et des bas, Kurt a toujours été franc et honnête et fait preuve d'un sens aigu des responsabilités.

Kurt Jonassohn a également contribué de manière importante à mieux faire connaître l'histoire de l'ISA à travers la publication d'une série de chroniques dans le Bulletin de l'ISA dans les années 80. Les références qu'il a recueillies et la transcription des interviews qu'il a menées auprès d'anciens dirigeants de l'ISA ont servi de point de départ à *A Brief History of the ISA: 1948-1997*, édité par Jennifer Platt en 1998.

Son mandat comme Secrétaire Exécutif achevé, Kurt a continué à collaborer avec l'ISA pendant plusieurs années. Parallèlement, il a continué à enseigner et à mener ses recherches dans le domaine des études sur le génocide. Il a en effet été une personnalité de premier plan dans ce domaine, et son travail a culminé avec la création du *Montreal Institute for Genocide Studies* [Institut Montréalais des Études sur le Génocide] en 1986, en collaboration avec son collègue Frank Chalk. Né le 31 août 1920 à Cologne, en Allemagne, Kurt est mort à Montréal le 1^{er} décembre 2011. ■

En 1974, Kurt Jonassohn et moi-même avons été élus secrétaires exécutifs de l'ISA. Tom Bottomore en était alors le Président, et le siège du secrétariat exécutif était transféré de Milan à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où j'exerçais comme professeure. Kurt était professeur de sociologie à l'Université de Concordia. Nous avons travaillé ensemble pendant cinq ans (1974-1979). Puis il a partagé son poste de secrétaire exécutif avec Marcel Rafie, également professeur de sociologie à l'UQAM, jusqu'en 1983, date à laquelle le Secrétariat a déménagé à Amsterdam.

Bien qu'il jouît d'une position favorable parmi la communauté universitaire anglophone de Montréal et dans tout le Canada, Kurt parlait également couramment le français. Lors de nos activités quotidiennes au Secrétariat, nos échanges se faisaient toujours en français, et il insistait pour qu'il en fût ainsi. Sa grande sensibilité à l'égard de la culture francophone au Québec,

que j'admirais beaucoup, a contribué à donner un rôle plus important au français dans le fonctionnement de l'ISA, à une époque où l'essentiel des activités et de la communication se faisait en anglais.

Nous n'étions ni l'un ni l'autre particulièrement intéressés par les questions financières et budgétaires et c'est avec une grande générosité que Kurt a pourtant accepté d'assurer les responsabilités de trésorier. La tâche n'était pas aisée compte tenu de la mauvaise santé financière de l'ISA à l'époque. Nous avons été aidés dans notre tâche par l'augmentation du nombre de membres individuels et collectifs, mais les cotisations demeuraient faibles et le Congrès de Toronto a entraîné un déficit. Avec d'autres membres du Comité Exécutif, Kurt s'est attaqué à cette situation difficile. À la fin de notre premier mandat (1974-1978), nous avons présenté un rapport financier accompagné d'une série de recommandations pour obtenir plus de fonds des

> La sociologie colombienne entre héritage et rupture

Patricia S. Jaramillo Guerra, avec Fernando Cubides, Université nationale de Colombie à Bogota



La sociologie, c'est du sérieux ! De jeunes sociologues colombiens, lors de la conférence nationale qui a eu lieu à Cali (2-4 novembre 2011).

Du 2 au 4 novembre 2011, les sociologues colombiens se sont réunis dans la ville de Cali pour leur X^e Conférence nationale de sociologie, sur le thème « Héritage et rupture dans la sociologie colombienne d'aujourd'hui ». La conférence était organisée par les départements de sociologie de l'Université du Valle, l'Université ICESI et l'Université du Pacifique. En guise de mise en train, une pré-conférence consacrée à la pensée weberienne a par ailleurs été organisée.

Pour la consolidation de notre discipline, il était très important que cette conférence soit un succès, d'autant plus que la dernière conférence nationale datait de 2006. Quoique la tradition sociologique colombienne remonte aux années 50, elle a subi des interruptions, dues au contexte de violence dans lequel elle a dû évoluer, et une stigmatisation, due à ses prétendus liens avec les mouvements de guérilla. De nombreux départements ont été fermés, parfois pendant 15 ans, et n'ont

>>

rouvert qu'au cours des cinq à dix dernières années.

Sur le fond, la sociologie colombienne est le produit d'une société pleine de contradictions : la violence coexiste avec une démocratie établie de longue date ; le niveau des inégalités est parmi l'un des plus élevés d'Amérique latine alors que, parallèlement, la loi colombienne reconnaît des droits sociaux et culturels que l'on ne trouve pas souvent en Amérique latine. Pour la sociologie, la Colombie représente un laboratoire exceptionnel, mais la situation exige également que la sociologie fasse preuve d'un grand sens de sa responsabilité sociale.

La pré-conférence consacrée à Weber a été organisée par le département de sociologie de l'Université nationale de Colombie, avec le soutien des universités organisatrices de la Conférence. Elle a été conçue comme une occasion d'analyser les développements récents dans l'interprétation de la pensée de Max Weber – un séminaire ouvert auquel ont participé des universitaires de renommée internationale : Wolfgang Schluchter, d'Allemagne, Francisco Gil Villegas, du Mexique, Esteban Vernik, d'Argentine, ainsi que Javier Rodríguez Martínez et José Almaraz Pestana, d'Espagne. Les participants ont insisté sur l'importance – non seulement pour les spécialistes mais aussi pour le grand public – de relire l'œuvre de Weber. Comme les sociologues à la fois locaux et internationaux l'ont fait observer, un débat de haut niveau comme celui-ci, consacré au travail d'un auteur classique, était chose rare et a fait honneur à l'état de la recherche théorique en Colombie.

La conférence principale a également été animée par une pléthore d'intervenants du monde entier : le Président de l'ISA Michael Burawoy, de l'Université de Californie-Berkeley ; le Président de l'ALAS (Association Latino-Américaine de Sociologie) Henrique Martins, de l'Université Fédérale de Pernambuco (Brésil) ; Alejandro Portes, de l'Université de Princeton (États-Unis), où il dirige le *Center for Migration and Development* ; Emilio Tenti, de l'Université de Buenos Aires ; Manuel Antonio Garretón, de l'Université catholique de Santiago (Chili), et Milton Vidal, de l'Académie de l'Humanisme chrétien (Chili). Ces person-

nalités internationales ont animé les débats actuels sur le mouvement étudiant, la sociologie globale, l'immigration, la sociologie publique et le postcolonialisme.

Les efforts déployés pour organiser la Conférence n'auraient pas pu donner de meilleurs résultats : 24 séances de travail, 600 participants, 200 communications, 11 invités internationaux, et la représentation de 15 cursus de sociologie issus du Réseau colombien de facultés de sociologie (RECFADES). La conférence a indéniablement été un succès, dont témoignent des commentaires délivrés lors de la séance de clôture, comme « la sociologie est en bonne santé » et « notre discipline a autant de valeur et de pertinence que n'importe quel autre domaine du savoir scientifique ».

L'ambiance des séances de travail est également venue confirmer la vitalité de la sociologie colombienne, attestée par le nombre croissant d'universités et de nouveaux étudiants, à contre-courant des tendances internationales. Il a également été observé que de nombreux sociologues, après avoir obtenu leur licence, s'orientent vers d'autres domaines du savoir qu'ils contribuent à enrichir. La discipline est elle-même en train de se diversifier, avec entre autres, de nouvelles conceptions de la subjectivité, des approches originales des questions de genre et de nouvelles approches de la religion. Des sujets autrefois discrédités sont désormais à la mode, en particulier la consommation considérée du point de vue de la mode, des goûts et de l'expression artistique. Étaient également présents, bien sûr, les thèmes traditionnels de la sociologie colombienne – la violence, les mouvements paysans, les communautés rurales et l'organisation du travail – qui suscitent toujours autant d'intérêt.

Les délégués ont unanimement loué le dévouement et les compétences des organisateurs qui ont fait de cette rencontre un événement intellectuellement stimulant, mais aussi leur grande générosité et leur hospitalité tout au long de la Conférence ainsi que l'extraordinaire chaleur avec laquelle ils nous ont accueillis dans la ville de la salsa. ■

> La sociologie turcophone au sein d'un espace eurasien

Elena Zdravomyslova, Université européenne de Saint-Pétersbourg (Russie), et membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014)



IV^e Congrès mondial des Sociologues Turcophones à Oufa, capitale de la République du Bachkortostan.

D'éminents spécialistes en sciences humaines et sociales, venus de Russie, de différents pays d'Europe, de Turquie, du Kazakhstan, d'Azerbaïdjan, d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, se sont réunis à Oufa du 4 au 6 septembre 2011 à l'occasion du IV^e Congrès mondial des Sociologues Turcophones. Le thème était « L'espace eurasien : le potentiel civilisationnel des pays de langue turque et des régions russes au XXI^e siècle ». Le premier Congrès mondial avait eu lieu en Turquie en 2005, le deuxième au Kazakhstan et le troisième au Kirghizistan.

Oufa est une belle et accueillante ville de plus d'un million d'habitants, située au sud de l'Oural. C'est la ca-

pitale de la République de Bachkirie (ou Bachkortostan) – l'une des régions autonomes de la Fédération de Russie. Il s'agit d'une région multiethnique, où les Bachkirs forment le deuxième groupe ethnique après les Russes. Le bachkir fait partie du groupe des langues turques. La Constitution bachkire reconnaît deux langues officielles : le russe et le bachkir. Le bachkir n'est cependant pas couramment parlé dans les zones urbaines et il est considéré comme menacé d'extinction, en dépit d'une série de mesures politiques prises récemment pour accroître sa présence publique.

Les échanges professionnels entre les sociologues se font en russe. L'Association Bachkire de Sociologie – l'un des membres collectifs de la Société Russe de Sociologie – a

>>

accueilli ce Congrès, auquel ont assisté plus de 200 participants venus de différentes régions et de différents pays du monde. Le Congrès a compté avec le soutien à la fois financier et organisationnel du gouvernement du Bachkortostan. Un représentant du Président du Bachkortostan a prononcé un discours de bienvenue. D'autres discours de bienvenue – symboliquement importants – ont suivi, de la part du directeur de l'Académie Bachkire des Sciences, du Président et du Vice-Président de l'Association des Sociologues de Langue Turque, de représentants de la Société Russe de Sociologie, d'un député d'Azerbaïdjan, et de moi-même en tant que représentante de l'ISA. Le russe et le turc ont été les deux langues de travail du Congrès. Une traduction simultanée était prévue.

Les communications en séance plénière étaient consacrées à l'Eurasie – son espace, sa civilisation, son histoire commune, ses problèmes partagés et son avenir. Selon le Professeur Erkal Mustafa, Président de l'Association des Sociologues de Langue Turque, l'objectif principal du congrès était de parvenir à une conceptualisation sociologique de notre monde globalisé et multipolaire qui aille dans le sens d'un développement durable et de l'intégration de différentes conceptions culturelles, socio-économiques et politiques. Les conférenciers des séances plénières se sont inspirés de l'idée d'une identité hybride située au cœur de la civilisation eurasiennne (idée développée notamment par l'ethnologue russe L. Gumilev). Ils ont traité plus particulièrement du paradigme turc de développement social et historique, de l'importance qu'il y a à renforcer une identité transnationale et à étudier l'intégration du monde turcophone dans le monde global.

Des communications ont porté sur la théorie et les pratiques de l'eurasisme contemporain et sur le rapport des sciences sociales avec les problèmes concrets du monde turcophone et de la Russie. Les quatre sections du Congrès étaient : « Eurasisme : problèmes et perspectives des recherches et des évaluations scientifiques », « Socio-dynamique de l'espace eurasienn contemporain : problèmes et solutions », « Les dimensions culturelles de l'espace eurasienn » et « Facultés de sociologie dans le monde turcophone et en Russie ». La décision de lancer *The Eurasian Sociological Journal* a constitué un pas en avant décisif.

Dans les couloirs, l'activité était intense – pour établir et renouveler des contacts interrégionaux et transnationaux, conclure des accords sur l'échange d'étudiants et de professeurs entre les universités, discuter des possibilités de projets de recherche en commun et de traduction qui permettraient d'associer les sociologues de différents pays.

L'un des objectifs du Congrès était de renforcer l'importance symbolique de l'Association Bachkire de Sociologie, qui aura la charge d'organiser le Congrès pan-russe de sociologie en octobre 2012.

Au cours de leur assemblée générale, les membres de l'Association ont rédigé et adopté plusieurs résolutions pour faciliter la coopération entre les sociologues des pays de langue turque et celle entre sociologues russes et turcophones. Des représentants d'universités turcophones et de l'université d'Oufa ont convenu d'organiser des échanges de professeurs et d'étudiants, et lors du banquet, l'échange de cadeaux entre les sociologues des différents pays de langue turque a symbolisé leurs liens professionnels et culturels.

À l'occasion de ce Congrès, une plaque commémorative a été inaugurée à la mémoire de Nariman Aitov (1925-1999), le fondateur de l'École Bachkire de Sociologie. Aitov appartient à la première génération de sociologues soviétiques. En 1964, il créait le laboratoire sociologique à Oufa. Il a contribué à l'organisation d'un programme pour la région et à des mesures visant à transformer la société, et a mené des recherches sur la mobilité sociale et les conséquences sociales de la révolution technique et scientifique. Il est l'auteur de plus de 300 publications. En 2000, l'Académie des Sciences du Bachkortostan a créé le Prix Aitov à la meilleure publication en sociologie.

En résumé, le Congrès a apporté la preuve de l'intégration culturelle et intellectuelle qui est actuellement à l'œuvre entre les pays de langue turque, caractérisée par une coopération transnationale et la reconnaissance d'une diversité sociologique. Sans surprise, les sociologues originaires de Turquie ont joué un rôle important dans ce processus. À la fois les États d'Asie centrale devenus indépendants après la chute de l'Union soviétique, le Caucase du Nord et les régions orientales de la Russie comptent des populations turcophones importantes. Mais l'intégration ne repose pas seulement sur les éléments linguistiques communs, mais sur l'idée partagée d'une unité de civilisation – une unité eurasiennne. De cette manière, des thèmes comme les racines historiques, les voies de la modernisation, la mémoire collective et les traditions culturelles ont été débattus comme sources intellectuelles d'intégration sociale. Comme l'a déclaré l'un des organisateurs : « Bien que les pays de langue turque aient été séparés les uns des autres pendant un millénaire, nous sommes aujourd'hui en mesure de parler d'une coopération culturelle et intellectuelle entre eux ». ■

> 60^e anniversaire de la Société Indienne de Sociologie

T. K. Oommen, Université Jawaharlal Nehru, New Delhi (Inde), Président du comité d'organisation de la Société Indienne de Sociologie et ancien Président de l'ISA (1990-1994)



La conférence célébrant le 60^e anniversaire de l'ISS (*Indian Sociological Society*) s'est tenue à l'Université Jawaharlal Nehru (JNU) de New Delhi entre le 11 et le 13 décembre 2011. Elle a été organisée par le *Centre for the Study of Social Systems* (CSSS) de la JNU, un département de sociologie de premier plan en Inde. Le dynamique secrétaire en charge de l'organisation de la Conférence, le Professeur Anand Kumar, enseigne au CSSS.

La conférence de l'ISS, désormais annuelle, s'organise sur trois niveaux : des séances plénières (séance inau-

gurale, séance de clôture, et deux conférences commémoratives) ; des colloques, souvent tenus dans le cadre de séances parallèles ; deux douzaines de comités de recherche (CR) qui se réunissent chacun de leur côté. Les séances préliminaires comme les séances finales de la conférence sont organisées dans des villes autres que celles où la conférence principale a lieu. Depuis quelques années, une conférence de jeunes sociologues est également organisée juste avant la conférence principale. Dans le cadre des célébrations de 60^e anniversaire, deux pré-conférences spéciales se sont tenues à Bombay et Lucknow, les deux centres principaux où l'en-

Le Vice-Président indien Shri M. Hamid Ansari rendant hommage au Professeur T. K. Oommen en tant qu'ancien Président de la Société Indienne de Sociologie (ISS). Entre eux deux, le Vice-Chancelier Sudhir Kumar Sopory, et sur la droite, le Président en fonction de l'ISS, Jacob John Kattakayam.

seignement et la recherche en sociologie ont commencé en Inde.

La conférence a été inaugurée par un homme d'État qui est également un érudit, le Vice-Président indien Son Excellence Hamid Ansari, qui a reconnu l'importance de la sociologie pour faire face aux crises auquel le monde actuel est confronté et, dans ce contexte, a souligné l'importance particulière de la sociologie publique. J. J. Kattakayam, l'actuel Président de l'ISS, a donné le coup d'envoi des délibérations principales en traitant du thème de la conférence, « Sociologie et transformation sociale en Inde ».

Comme de coutume, la séance inaugurale a également été l'occasion de rendre hommage à d'éminents sociologues indiens. Trois d'entre eux – S. K. Srivastava (Université hindoue de Bénarès), P. K. B. Nayar (Université de Kerala) et J. P. S. Uberoi (Université de New Delhi), ont été récompensés pour l'ensemble de leurs travaux. À l'occasion du 60^e anniversaire de l'ISS, et suivant la tradition indienne de respect des anciens, hommage a également été rendu à tous les anciens Présidents de l'association encore en vie.

Les cinq colloques portaient sur les thèmes suivants : La sociologie et la crise de la transformation sociale – une perspective internationale ; La crise de la gouvernance ; La crise des extrémismes ; La crise du développement et les problèmes de marginalisation ; Société et sociologie à New Delhi. Le premier colloque avait une portée globale, le dernier avait un caractère local, et les trois autres étaient centrés sur l'Inde. Le continuum global-national-local a par

conséquent été pris en considération. Je ne prétends pas commenter ici ces colloques mais dans la mesure où je m'adresse à des lecteurs du monde entier, il serait utile de faire brièvement allusion au premier colloque. Il a été animé par quatre conférenciers, venus des États-Unis, de Suède, d'Allemagne et du Japon. Le Président de l'ISA, Michael Burawoy (États-Unis), a prononcé le discours inaugural, et j'ai ouvert le colloque. Le Professeur Burawoy a souligné l'importance des mouvements sociaux pour comprendre la crise actuelle de la transformation sociale – des mouvements qu'il a déclarés être à la fois un symptôme et une solution. J'ai attiré l'attention sur l'entrelacement inextricable de la sociologie et du phénomène de crise et de transformation sociales. Les trois autres conférenciers ont centré chacune de leurs interventions sur leur pays respectif.

Reflétant le caractère pluriel d'une sociologie indienne en pleine évolution, les deux conférences commémoratives ont porté sur « La Mobilité sociale et la structure sociale – vers une réorientation conceptuelle et méthodologique » (en hommage à M. N. Srinivas), par le Professeur P. N. Mukherjee, et « De l'idéal-type à la métaphore – un nouveau regard sur le concept de révolution » (en hommage à Radhakamal Mukerjee), par le Professeur D. N. Dhanagare, tous deux d'anciens Présidents de l'ISS. Le Professeur Dipankar Gupta, un sociologue relativement plus jeune, a prononcé le discours de clôture : « Mettre en œuvre la gouvernance – citoyenneté, croissance et développement ».

Le livre des résumés contenait 775 résumés de communications présentées lors des réunions des 22 CR. Le plus grand nombre de communications a été envoyé à deux CR – « Communautés rurales, paysannes et tribales » et « Changement social et développement » – et le plus petit nombre aux CR « Éducation, société et théorie » et « Concepts et méthodologie », ce qui pourrait indiquer la tendance actuelle de la recherche au sein de la sociologie indienne.

À l'occasion de ce 60^e anniversaire de l'ISS, deux longues études ont été publiées dans un numéro spécial du *Sociological Bulletin*, la revue officielle de l'ISS : l'une sur l'histoire de l'ISS, par le Professeur A. M. Shah, et l'autre centrée sur une analyse de 50 années du *Sociological Bulletin*, par son actuel rédacteur en chef, le Professeur N. Jayaram. Par ailleurs, les Éditions SAGE ont édité sept volumes d'études publiées dans le *Sociological Bulletin*, six d'entre elles portant sur différents thèmes – Sociologie indienne, Évolution des castes, Transformations agraires, Ceux qui sont en marge, Éducation, Mouvements sociaux – et la septième consistant en une sélection d'allocutions des Présidents de l'ISS.

Dans l'ensemble, le 60^e anniversaire de l'ISS a constitué un événement mémorable, auquel 1500 délégués ont participé. Ce bref compte rendu de la conférence peut être l'occasion pour d'autres associations nationales de situer leurs conférences respectives dans une perspective comparative. Enfin et surtout, cette conférence a permis de rappeler aux sociologues indiens qu'ils ont encore un long chemin à parcourir. ■

> La stratification sociale dans les BRIC

Tom Dwyer, Université de Campinas (Brésil), membre du Comité Exécutif de l'ISA (2010-2014)



Des sociologues venus du Brésil, de Russie, d'Inde et de Chine se sont réunis à Beijing pour échanger leurs vues sur la stratification sociale dans leurs pays respectifs.

Les quatre « BRIC » – le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine – sont en train de rapidement se rapprocher sous l'effet des changements tectoniques dans l'ordre mondial. Pour mieux comprendre ces processus et leurs implications sur la stratification interne, des sociologues des quatre pays se sont réunis en octobre 2011 à l'Académie Chinoise des Sciences Sociales (CASS) de Beijing pour débattre de la collection éditée par Pielin Li (2011), *Jin Zhuan Guo Jia She Hui Fen Ceng: Bian Qian Yu Bi Jiao* (Stratification sociale dans les BRIC). Cet ouvrage entend aider les sociologues à mieux comprendre ce qui unit et ce qui sépare ces quatre pays.

À l'origine, la dénomination « BRIC » fait référence à des pays extrêmement étendus (plus de 3 millions de km²) et peuplés (plus de 150 millions d'habitants) et à des économies en développement dont les taux de croissance sont (relativement) élevés. Les articles présentés nous ont permis de comprendre que ces trois facteurs ont des conséquences empiriquement vérifiables sur la vie politique et économique ainsi que sur la production de connaissances. Il existe d'importantes inégalités régionales dans chacune de ces quatre nations. Ainsi, en comparaison avec les pays développés, on trouve des populations rurales relativement nombreuses ; les inégalités entre milieux ruraux et urbains sont plus importantes que celles que l'on trouve à l'intérieur des zones urbaines ; fonctionnaires et responsables politiques détiennent une part disproportionnée de la richesse nationale et font partie des « classes moyennes » en pleine expansion. Si l'on examine des rubriques spécifiques du livre, certaines dynamiques communes apparaissent : par exemple, au fil des années, une part croissante de la population a pu bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation, et malgré cela, des inégalités structurelles importantes persistent et contribuent à creuser les inégalités. Par ailleurs,

dans la mesure où, dans aucun de ces pays, le développement économique n'a suivi la voie proposée par la théorie de la modernisation, il y a d'importantes leçons à tirer pour les théories du développement économique et social.

L'identification d'autant de points communs n'a cessé de susciter, tout au long de la conférence, des réflexions sur la distance existant entre nos propres systèmes de stratification sociale et ceux sur lesquels reposent les traditions dominantes (européenne et nord-américaine) de la recherche et de la théorisation de la stratification sociale. Nous avons remis en question la pertinence de la notion traditionnelle de stratification, étant donné la forte mobilité sociale et la fin de l'idée d'un « métier pour la vie » (particulièrement prononcées en Chine et en Russie, compte tenu de leur passage à une économie de marché). Nous avons observé comment le fait qu'une notion de capacité d'action soit absente des recherches sur la stratification empêchait de rendre compte de la formation de l'identité et du changement social. Pour rendre les comparaisons entre les BRIC plus fondées, il nous est apparu nécessaire de développer une meilleure compréhension des statistiques nationales et d'examiner comment le même concept peut avoir un sens différent dans différents pays.

Bien que nous reconnaissons l'existence d'importantes différences entre les BRIC, ces différences, ainsi que leurs conséquences pour les différents modes d'action sociale et politique, deviendront d'autant plus claires que ces pays se connaîtront mieux entre eux. Comprendre nos différences, et développer notre capacité à vivre ensemble en dépit de celles-ci, constituent la clé pour construire un avenir commun et aussi gérer les inévitables conflits. C'est là, peut-être plus qu'ailleurs, que la recherche sociologique (et anthropologique) aura un rôle à jouer. ■